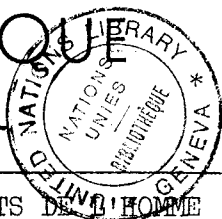


NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1212
31 mars 1976

FRANCAIS

Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS/RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-deuxième session

DOCUMENTS DE TRAVAIL DE LA TRENTE-DEUXIEME SESSION

Les documents suivants dont la distribution a été limitée au cours de la session, sont réédités à l'occasion de la publication du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa trente-deuxième session : 1/

<u>Cote</u>	<u>Date</u> ^{2/}
E/CN.4/L.1313	26 janvier 1976
E/CN.4/L.1314	5 février 1976
E/CN.4/L.1314/Rev.1	9 février 1976
E/CN.4/L.1315	10 février 1976
E/CN.4/L.1316	17 février 1976
E/CN.4/L.1317	18 février 1976
E/CN.4/L.1318	19 février 1976
E/CN.4/L.1319	19 février 1976
E/CN.4/L.1322	19 février 1976
E/CN.4/L.1323	20 février 1976
E/CN.4/L.1324	20 février 1976
E/CN.4/L.1325	20 février 1976
E/CN.4/L.1326	23 février 1976
E/CN.4/L.1327	24 février 1976
E/CN.4/L.1328	26 février 1976
E/CN.4/L.1329	26 février 1976
E/CN.4/L.1330	27 février 1976
E/CN.4/L.1330/Rev.1	2 mars 1976
E/CN.4/L.1331	27 février 1976
E/CN.4/L.1332	27 février 1976
E/CN.4/L.1333	1 mars 1976
E/CN.4/L.1333/Rev.1	3 mars 1976

1/ Les modifications relatives aux auteurs des projets de résolution et des amendements figurant dans ces documents sont indiquées dans le corps du rapport (E/CN.4/1213-E/5768) (Documents officiels du Conseil économique et social, Soixantième session, Supplément No 3).

2/ Pour des raisons d'ordre technique, certains de ces documents ont d'abord paru sous forme préliminaire avant d'être distribués selon l'usage. Les dates énumérées ici indiquent le jour de la publication initiale des documents.

<u>Cote</u>	<u>Date</u>
E/CN.4/L.1334	1 mars 1976
E/CN.4/L.1335	1 mars 1976
E/CN.4/L.1335/Rev.1	1 mars 1976
E/CN.4/L.1336	1 mars 1976
E/CN.4/L.1337	2 mars 1976
E/CN.4/L.1338	2 mars 1976
E/CN.4/L.1339	3 mars 1976
E/CN.4/L.1340	3 mars 1976

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1313
26 janvier 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 11 de l'ordre du jour provisoire

LES DROITS DE L'HOMME ET LES PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

Note du Secrétaire général relative au programme de travail

1. Au paragraphe 5 de sa résolution 3268 (XXIX) du 10 décembre 1974, l'Assemblée générale a prié la Commission de dresser un programme de travail sur la question des droits de l'homme et des progrès de la science et de la technique, compte tenu des rapports du Secrétaire général en la matière, des réponses des gouvernements invités aux termes du paragraphe 2 de la résolution 1/ et des autres sources pertinentes, en vue d'entreprendre en particulier l'élaboration de normes dans les domaines qui paraîtraient suffisamment analysés, sans préjudice des autres activités menées en application des résolutions antérieures pertinentes mentionnées dans la résolution, et de communiquer ce programme au Conseil économique et social lors de sa soixantième session.
2. A l'occasion de l'examen par la Commission, à sa trente et unième session, du point concernant les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique, le Secrétaire général a fait distribuer un document (E/CN.4/L.1287) dans lequel il rappelait les documents qui avaient été publiés à propos de l'étude des droits de l'homme et des progrès de la science et de la technique ainsi que les travaux en cours ou à entreprendre aux termes des résolutions existantes.
3. Au paragraphe 1 de sa résolution 11 (XXI) du 5 mars 1975, la Commission priait entre autres, le Secrétaire général de mettre à sa disposition, à sa trente-deuxième session, une version à jour du document E/CN.4/L.1287 et décidait de dresser un programme de travail en application de la résolution 3268 (XXIX) de l'Assemblée générale. Le présent document a été élaboré conformément à la demande de la Commission.

1/ Voir paragraphe 22 ci-après.

Résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale

4. Au paragraphe 1 de la résolution 2450 (XXIII) du 19 décembre 1968, l'Assemblée générale invitait le Secrétaire général à entreprendre, avec l'aide notamment du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et en coopération avec les chefs des secrétariats des institutions spécialisées compétentes, l'étude des problèmes posés du point de vue des droits de l'homme par les développements de la science et de la technologie, en particulier en ce qui concerne :

a) Le respect de la vie privée des individus et de l'intégrité et de la souveraineté des nations face au progrès des techniques d'enregistrement et autres;

b) La protection de la personne humaine et de son intégrité physique et intellectuelle face aux progrès de la biologie, de la médecine et de la biochimie;

c) Les utilisations de l'électronique qui peuvent affecter les droits de la personne et les limites que devraient comporter ces utilisations dans une société démocratique;

d) Plus généralement, l'équilibre à établir entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité.

5. Au paragraphe 2 de la même résolution, l'Assemblée priait le Secrétaire général de préparer, à titre préliminaire, un rapport comportant un relevé sommaire des études déjà établies ou en cours, ayant trait aux sujets ci-dessus mentionnés, et émanant en particulier de sources gouvernementales et intergouvernementales, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales compétentes, ainsi qu'un projet de programme de travail qui pourrait être entrepris dans les domaines où des études ultérieures seraient nécessaires à la mise en oeuvre des objectifs de la résolution.

6. Le rapport préliminaire demandé au paragraphe 2 de la résolution 2450 (XXIII) a été publié sous les cotes E/CN.4/1028 et Add.1 à 3, Add.3/Corr.1 et 2 et Add. 4 à 6.

7. Un rapport sur le respect de la vie privée des individus et de l'intégrité et la souveraineté des nations face aux progrès techniques d'enregistrement et autres, demandé au paragraphe 1 a) de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale, a paru sous les cotes E/CN.4/1116 et Add.1 à 3, Add.3/Corr.1 et Add.4.

8. Un rapport sur les utilisations de l'électronique qui peuvent affecter les droits de la personne et les limites que devraient comporter ces utilisations dans une société démocratique, demandé au paragraphe 1 c) de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale, a paru sous les cotes E/CN.4/1142 et Corr.1 et Add.1 et 2.

9. Un rapport sur la protection de la personne humaine et de son intégrité physique et intellectuelle face aux progrès de la biologie, de la médecine et de la biochimie, demandé au paragraphe 1 b) de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale, a paru sous les cotes E/CN.4/1172 et Corr.1 et Add.1 à 3.

10. Un rapport relatif à l'équilibre à établir entre le progrès scientifique et technique et l'élévation intellectuelle, spirituelle, culturelle et morale de l'humanité, demandé au paragraphe 1 d) de la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale, sera présenté à la Commission à sa trente-deuxième session sous la cote E/CN.4/L.1199.

Résolution 2450 (XXIII) et 3026 A et B (XXVII) de l'Assemblée générale et
résolution 10 (XXVII) de la Commission

11. Dans sa résolution 2450 (XXIII), l'Assemblée demandait une étude des problèmes posés, du point de vue des droits de l'homme, par les progrès de la science et de la technique, aucun droit visé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ne pouvant être considéré comme étranger à ce domaine. Toutefois, dans sa résolution 10 (XXVII) du 18 mars 1971, la Commission a expressément mentionné les droits économiques, sociaux et culturels comme figurant parmi ceux sur lesquels doit porter l'étude du Secrétaire général; elle formulait aussi, à ce propos, certaines demandes à l'intention des institutions spécialisées.

12. Au paragraphe 3 de sa résolution 3026 B (XXVII) du 18 décembre 1972, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général, agissant en collaboration avec les institutions spécialisées intéressées, en particulier l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la Santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, d'accélérer et d'achever l'établissement de rapports pertinents sur la question des droits de l'homme et des progrès de la science et de la technique, qui devaient être présentés le plus tôt possible, en prêtant une attention plus grande aux problèmes que posent une répartition équitable et juste des revenus, la protection du droit au travail et à la santé, la formation et le recyclage du personnel, le relèvement des niveaux de vie, ainsi que du niveau d'éducation et de culture, compte tenu des progrès de la science et de la technique.

13. Le Secrétaire général a fait publier des rapports préliminaires relatifs aux conséquences des progrès scientifiques et techniques sur les droits économiques et sociaux ci-après :

- i) droit à un niveau de vie suffisant pour assurer la santé et le bien-être, y compris le droit à l'alimentation (E/CN.4/1084, par. 12 à 57), le droit à l'habillement (E/CN.4/1084, par. 58 à 89) et le droit au logement (E/CN.4/1115, par. 103 à 124);
- ii) droit au travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail, à une rémunération équitable et satisfaisante et à un salaire égal pour un travail égal, et droit de fonder des syndicats et de s'y affilier (E/CN.4/1115, par. 12 à 102);
- iii) droit au repos et aux loisirs et droit à la sécurité sociale (E/CN.4/1141, par. 10 à 28).

14. Le 28 mai 1974, des communications ont été adressées à l'OIT, à l'UNESCO, à la FAO et à l'OMS en vue de réviser et compléter ces rapports. Au 21 novembre 1975, des réponses sur le fond avaient été reçues, comme suite à ces communications de l'OIT et de la FAO. Le Secrétaire général prépare un document approprié.

15. Des réponses sur le fond reçues de l'OIT, de la Banque internationale, de l'UNESCO, de l'UPU et de l'AIEA, comme suite à des demandes faites aux termes de la résolution 10 (XXVII) de la Commission, ont été publiées dans l'annexe au document E/CN.4/1083 et dans les documents E/CN.4/1083/Add.1 et 2.

16. Un rapport de l'UNESCO relatif au problème de la préservation et de l'épanouissement futur des valeurs culturelles, établi aux termes de la résolution 3026 A (XXVII) de l'Assemblée, en date du 18 décembre 1972, a paru sous la cote A/9227.

17. Un rapport de l'UNESCO traitant des conséquences des progrès scientifiques et techniques sur les droits énoncés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 26 et à l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, concernant le droit à l'éducation, le droit à la culture et les droits d'auteur, a paru sous la cote E/CN.4/1144. Un autre rapport sur ces questions est présenté à la Commission pour sa trente-deuxième session sous la cote E/CN.4/1196.

18. Un mémorandum préliminaire de l'OMS relatif à l'élément santé dans la protection des droits de l'homme face aux progrès de la science et de la technique a paru sous la cote A/8055/Add.1. Un rapport de l'OMS traitant de l'élément santé dans la protection des droits de l'homme face aux progrès de la biologie et de la médecine a été soumis à la Commission sous la cote E/CN.4/1173. Conformément à la résolution EB55.R65 du Conseil exécutif de l'OMS, le Directeur général de cette Organisation, en envoyant le rapport au Secrétaire général, a attiré l'attention sur le fait que le rapport a un caractère informatif car les sujets traités font l'objet d'une étude continue par l'Organisation.

19. On peut mentionner ici le Séminaire sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique qui a été organisé par la Division des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, en coopération avec le Gouvernement autrichien et qui a eu lieu à Vienne du 19 juin au 1er juillet 1972. Le rapport du Séminaire a paru sous la cote SR/TAO/HR/45.

Résolution 3150 (XXVIII) de l'Assemblée générale

20. Au paragraphe 5 de sa résolution 3150 (XXVIII) en date du 14 décembre 1973, l'Assemblée générale a invité le Secrétaire général, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la santé et les autres institutions spécialisées intéressées à porter une attention particulière au problème de la protection de larges secteurs de la population contre les inégalités sociales et matérielles, ainsi que les autres conséquences négatives qui pourraient découler de l'utilisation du progrès de la science et de la technique, et elle a prié le Secrétaire général, agissant en coopération avec les institutions susmentionnées, de présenter un rapport sur ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trentième session. Le rapport en question a été présenté à cette session de l'Assemblée générale sous la cote A/10146.

Résolution 2 (XXX) de la Commission

21. Au paragraphe 2 de sa résolution 2 (XXX) du 12 février 1974, la Commission a prié le Secrétaire général de porter à l'attention des gouvernements, pour examen préliminaire et observations éventuelles à leur sujet, les études déjà effectuées conformément à la résolution 2450 (XXIII) de l'Assemblée générale et à la résolution 10 (XXVII) de la Commission et les études à élaborer. Au paragraphe 3, la Commission a prié le Secrétaire général de solliciter les vues et observations des gouvernements et des institutions spécialisées intéressés sur la manière d'utiliser la science et la technique : a) pour renforcer la paix et la sécurité internationales et les droits fondamentaux des peuples; b) pour promouvoir et assurer le respect général des droits de l'homme proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme; c) pour faciliter et protéger l'exercice par tous les peuples de leur droit à l'emploi, à l'éducation, à la nourriture, à la santé et au bien-être économique, social et culturel. Au paragraphe 4, le Secrétaire général a été prié de soumettre à la Commission une analyse des vues et observations reçues conformément aux paragraphes 2 et 3 de cette résolution, afin qu'elle puisse examiner des principes directeurs possibles au sujet des normes qui pourraient être énoncées dans des instruments internationaux appropriés. Vu le petit nombre des réponses reçues aux demandes concernant les vues et observations susmentionnées, le Secrétaire général n'avait pas présenté d'analyse à la Commission à sa trente et unième session. Cette analyse sera présentée à la Commission à sa trente-deuxième session sous la cote E/CN.4/1194.

Résolution 3268 (XXIX) de l'Assemblée générale et résolution 11 (XXXI)
de la Commission

22. Au paragraphe 2 de sa résolution 3268 (XXIX) du 10 décembre 1974, l'Assemblée générale a appelé l'attention des Etats sur les avantages qui pourraient être retirés de l'élaboration et de l'adoption, par les autorités nationales qualifiées, de mesures visant à adapter le cas échéant la législation et les pratiques nationales afin de tenir compte des techniques nouvelles, mais également de sauvegarder les droits fondamentaux de l'individu et des groupes ou organisations dans tous les secteurs de la vie sociale, et a invité les gouvernements qui possèdent déjà une expérience en ce domaine à transmettre au Secrétaire général les renseignements dont ils disposent. D'autre part, comme indiqué au paragraphe 1 ci-dessus, l'Assemblée a prié la Commission (au paragraphe 5 de la même résolution) de dresser un programme de travail, compte tenu des rapports du Secrétaire général, des réponses des gouvernements et des autres sources pertinentes, en vue d'entreprendre en particulier l'élaboration de normes dans les domaines qui paraîtraient suffisamment analysés, sans préjudice des autres activités menées en application des résolutions précédemment adoptées par l'Assemblée et par la Commission, et de communiquer ce programme au Conseil économique et social lors de sa soixantième session.

23. A l'alinéa b) du paragraphe 2 de sa résolution 11 (XXXI) du 5 mars 1975, la Commission a décidé de dresser, à sa prochaine session, un programme de travail, en application du paragraphe 5 de la résolution de l'Assemblée, qui tienne compte des renseignements que pourront adresser les gouvernements pour répondre à l'invitation contenue au paragraphe 2 de la résolution de l'Assemblée. A sa trente-deuxième session, la Commission sera saisie d'un document (E/CN.4/1195) rassemblant les réponses des gouvernements.

24. Au paragraphe 3 de sa résolution 3268 (XXIX) du 10 décembre 1974, l'Assemblée générale a appelé l'attention du Conseil et de la Commission sur le fait qu'il importait de rassembler des avis qualifiés dans l'étude des problèmes relatifs aux droits de l'homme et aux progrès de la science et de la technique, en ce qui concerne notamment un code de déontologie, et les a priés de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la résolution, en liaison notamment avec le Comité de la science et de la technique au service du développement et avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, qui étaient invités à suivre périodiquement l'ensemble de ces problèmes. Pour donner suite au paragraphe 1 de la résolution 11 (XXXI) du 5 mars 1975 de la Commission, le Secrétaire général mettra à la disposition de la Commission, à sa trente-deuxième session, le compte rendu des délibérations du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, comme l'indique le paragraphe 3 de la résolution 3268 (XXIX) de l'Assemblée.

Formulation de normes internationales

25. Comme il est dit au paragraphe 1 ci-dessus, dans sa résolution 3268 (XXIX), l'Assemblée générale a prié la Commission des droits de l'homme de dresser un programme de travail, en vue d'entreprendre en particulier l'élaboration de normes dans les domaines qui paraîtront suffisamment analysés.

26. De même, dans le préambule de sa résolution 2450 (XXIII), l'Assemblée générale a déclaré que les études envisagées sur les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique devaient permettre de "dégager des normes appropriées pour protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales"; dans sa résolution 10 (XXVII), la Commission a prié le Secrétaire général de "soumettre à la Commission, dans les domaines où existent une documentation et des études suffisantes, un ou plusieurs rapports sur la base desquels serait examinée la possibilité de rédiger des instruments internationaux destinés à renforcer la protection des droits de l'homme proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme", et dans sa résolution 2 (XXX) la Commission a prié le Secrétaire général de soumettre à la Commission une analyse des vues et observations visées au paragraphe 21 afin qu'elle puisse "examiner des principes directeurs possibles au sujet des normes qui pourraient être énoncées dans des instruments internationaux appropriés".

27. A cet égard, il convient de rappeler que, par sa résolution 3384 (XXX) du 10 novembre 1975, l'Assemblée générale a adopté une Déclaration sur l'utilisation du progrès de la science et de la technique dans l'intérêt de la paix et au profit de l'humanité.

28. On se rappellera qu'aux paragraphes ci-après indiqués de documents déjà publiés, il est suggéré de faire figurer éventuellement dans un projet de normes internationales des questions concernant :

- i) le respect de la vie privée des individus face au progrès des techniques d'enregistrement et autres (E/CN.4/1116, par. 177 et 277);
- ii) La protection des droits de l'individu contre les risques que leur fait courir l'utilisation de fichiers nominatifs automatisés (E/CN.4/1142, par. 320 et E/CN.4/1142/Corr.1);
- iii) L'utilisation de l'ordinateur dans les processus de gestion et d'élaboration de principes directeurs (E/CN.4/1142/Add.1, par. 92).

29. En outre, tous les rapports du Secrétaire général, à l'exception du rapport préliminaire (E/CN.4/1028 et Add. 1 à 3, Add.3/Corr.1 et 2 et Add. 4 à 6), contiennent l'exposé de mesures prises ou suggérées en vue de résoudre les problèmes que les progrès de la science et de la technique suscitent en matière de droits de l'homme. Comme la Commission l'a indiqué dans sa résolution 10 (XXVII), ces exposés de mesures prises ou suggérées devraient servir de base pour examiner "la possibilité de rédiger des instruments internationaux destinés à renforcer la protection des droits de l'homme proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme".

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1314
5 février 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 8 de l'ordre du jour

LE ROLE DE LA JEUNESSE DANS LA PROMOTION ET LA PROTECTION
DES DROITS DE L'HOMME

Autriche : projet de résolution révisé*

La Commission des droits de l'homme,

Prenant note du rapport du Groupe consultatif spécial pour la jeunesse sur sa première session (E/CN.5/508) et des observations et recommandations du Secrétaire général s'y rapportant (E/5427), ainsi que des observations formulées à son sujet dans divers organes des Nations Unies, en particulier en ce qui concerne les questions relatives aux droits de l'homme,

Prenant note également du rapport sur la question de l'objection de conscience au service militaire établi par le Secrétaire général en application de la résolution 11 B (XXVII) de la Commission (E/CN.4/1118 et Add.1 à 3),

Consciente de l'intérêt croissant que manifestent de nombreux membres de la jeune génération pour les objectifs fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies, en particulier l'oeuvre en faveur de la paix et de la justice économique et sociale et la promotion et l'encouragement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Faisant siens les principes et les aspirations définis par le Groupe consultatif spécial pour la jeunesse, parmi lesquels figure le désir des jeunes de participer d'une manière constructive à l'instauration de la justice sociale, de faire respecter les droits de l'homme à l'échelon local, national et international, d'éliminer la discrimination et l'exploitation partout où elles existent, de réaliser le droit à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et au progrès social et de lutter contre l'occupation coloniale et étrangère,

1. Demande aux organes compétents des Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales, ainsi qu'aux gouvernements, sur la base du rapport du Groupe consultatif spécial pour la jeunesse et des observations et recommandations du Secrétaire général s'y rapportant, de promouvoir dans leurs domaines de compétence respectifs l'adoption des mesures suivantes qui revêtent une importance particulière pour la participation de la jeunesse à l'oeuvre concernant les droits de l'homme :

a) Participation active des jeunes à l'application du Programme d'action contre le racisme et la discrimination raciale, y compris l'organisation de réunions de jeunes à l'échelon régional et national et l'organisation d'ateliers en vue d'étudier les préjugés raciaux et les relations ethniques dans leur société et d'identifier et évaluer aussi les manifestations ou les symptômes de préjugés raciaux dans les manuels scolaires et d'autres publications;

* Le projet de résolution initialement présenté à la trente et unième session a été publié sous la cote E/CN.4/L.1310.

- b) Promotion active de la participation des jeunes, en particulier des jeunes femmes et jeunes filles, au processus de développement de leur société, en particulier en leur assurant l'égalité des droits et des chances dans l'enseignement à tous les niveaux, ainsi que dans la vie économique et sociale, notamment en matière d'emploi;
 - c) Elaboration d'un programme d'études spécial relatif aux droits de l'homme destiné à être utilisé dans les divers systèmes d'enseignement, en particulier dans l'enseignement primaire, secondaire et universitaire et par l'intermédiaire de l'Université des Nations Unies, conformément à la résolution 17 (XXIX) de la Commission;
 - d) Utilisation des moyens d'information, et en particulier de la télévision, pour propager parmi les enfants la tolérance raciale, sociale et politique et le respect des droits fondamentaux de l'homme;
 - e) Formulation de projets à l'intention de la jeunesse visant à identifier et étudier les situations dans lesquelles les droits des jeunes, en particulier de ceux qui propagent la justice sociale dans leur société par des moyens pacifiques, sont gravement violés ou limités;
 - f) Etude appropriée de la possibilité de reconnaître l'objection au service militaire pour des raisons de conscience ou de conviction morale, philosophique ou religieuse sincère et de créer des possibilités permettant d'accomplir une autre forme de service ou un service civil pour le développement en vue de l'amélioration des conditions sociales et du bien-être de la société, compte tenu des exigences de la paix et de la justice internationales et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que des circonstances particulières à chaque pays eu égard à la lutte que mènent les peuples sous domination coloniale et étrangère pour réaliser leurs droits inaliénables conformément à la Charte des Nations Unies;
 - g) Nomination par les organisations de jeunesse dans chaque pays d'un correspondant de la jeunesse auprès de l'Organisation des Nations Unies pour les problèmes concernant les droits de l'homme;
2. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les Etats Membres, des organes appropriés des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif, en leur demandant de soumettre des renseignements sur les mesures prises en application du paragraphe 1 ci-dessus;
3. Prie le Secrétaire général de transmettre à la Commission, pour qu'elle poursuive son examen, le rapport du groupe consultatif spécial pour la jeunesse sur ses deuxième et troisième sessions et tous autres documents pertinents;
4. Décide d'examiner la question du rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme à sa trente-quatrième session sur la base d'un rapport du Secrétaire général récapitulant les renseignements communiqués en application du paragraphe 2 ci-dessus et de la documentation soumise par le Secrétaire général en application du paragraphe 3 ci-dessus.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
- LIMITEE
E/CN.4/L.1314/Rev.1
9 février 1976
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-deuxième session

Point 8 de l'ordre du jour

LE ROLE DE LA JEUNESSE DANS LA PROMOTION ET LA PROTECTION
DES DROITS DE L'HOMME

Autriche : projet de résolution révisé

A

La Commission des droits de l'homme,

Prenant note du rapport sur la question de l'objection de conscience au service militaire établi par le Secrétaire général en application de la résolution 11 B (XXVII) de la Commission (E/CN.4/1118 et Corr.1 et Add.1 à 3),

Consciente de l'intérêt croissant que manifestent les membres de la jeune génération pour les objectifs fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier l'oeuvre en faveur de la paix et la promotion du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Tenant compte des délibérations qui ont eu lieu à la trente-deuxième session de la Commission sur la question de l'objection de conscience,

Décide qu'à sa trente-troisième session la Commission étudiera de manière appropriée le problème de la reconnaissance de l'objection au service militaire pour des raisons de conscience ou de conviction morale sincère et la création de possibilités permettant d'accomplir une autre forme de service ou un service civil en vue de l'amélioration des conditions sociales et du bien-être de la société, compte tenu des exigences de la paix et de la justice internationales et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et eu égard, en même temps, aux circonstances particulières à chaque pays, au droit inaliénable à l'autodétermination et à son application en vertu de la Charte des Nations Unies.

B

La Commission des droits de l'homme,

Prenant note du rapport du Groupe consultatif spécial pour la jeunesse sur sa première session (E/CN.5/508) et des observations et recommandations du Secrétaire général s'y rapportant (E/5427), ainsi que des observations formulées à son sujet dans divers organes des Nations Unies, en particulier en ce qui concerne les questions relatives aux droits de l'homme,

Consciente de l'intérêt croissant que manifestent de nombreux membres de la jeune génération pour les objectifs fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies, en particulier l'oeuvre en faveur de la paix et de la justice économique et sociale et la promotion et l'encouragement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Prenant note des principes et des aspirations définis par le Groupe consultatif spécial pour la jeunesse, parmi lesquels figure le désir des jeunes de participer d'une manière constructive à l'instauration de la justice sociale, de faire respecter les droits de l'homme à l'échelon local, national et international, d'éliminer la discrimination et l'exploitation partout où elles existent, de réaliser le droit à l'auto-détermination, à l'indépendance nationale et au progrès social et de lutter contre l'occupation coloniale et étrangère,

1. Prie les organes compétents des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales, ainsi que les gouvernements, sur la base du rapport du Groupe consultatif spécial pour la jeunesse et des observations et recommandations du Secrétaire général s'y rapportant, de promouvoir dans leurs domaines de compétence respectifs l'adoption des mesures suivantes en vue de la participation de la jeunesse à l'oeuvre concernant les droits de l'homme :

a) Participation active des jeunes à l'application du Programme d'action contre le racisme et la discrimination raciale, y compris l'organisation de réunions de jeunes à l'échelon régional et national et d'ateliers de jeunes en vue d'étudier les préjugés raciaux et les relations ethniques dans leur société et d'identifier et évaluer les manifestations ou les symptômes de préjugés raciaux, en particulier ceux qui apparaissent dans les manuels scolaires et d'autres publications, ainsi que dans les moyens de communication de masse;

b) Promotion active de la participation des jeunes, en particulier des jeunes femmes et jeunes filles, au développement de la société, en particulier en leur assurant l'égalité des droits et des chances dans l'enseignement, dans l'emploi et dans les autres secteurs de la vie économique, sociale et culturelle;

c) Elaboration d'un programme d'études spécial relatif aux droits de l'homme destiné à être utilisé dans les divers systèmes d'enseignement, tant dans l'enseignement primaire, secondaire et technique que dans l'enseignement universitaire et par l'intermédiaire de l'Université des Nations Unies, conformément à la résolution 17 (XXIX) de la Commission;

d) Utilisation des moyens d'information, et en particulier de la télévision, pour propager parmi les enfants la tolérance et le respect des droits de l'homme, conformément aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

e) Formulation de projets à l'intention de la jeunesse dans le but d'identifier et d'étudier les situations dans lesquelles les droits des jeunes sont gravement limités ou violés;

f) Nomination par les organisations de jeunesse dans chaque pays d'un correspondant de la jeunesse auprès de l'Organisation des Nations Unies pour les problèmes concernant les droits de l'homme;

2. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les Etats Membres, des organes appropriés des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif, en leur demandant de soumettre des renseignements sur les mesures prises en application du paragraphe 1 ci-dessus;

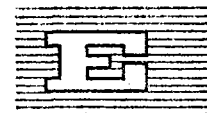
3. Prie le Secrétaire général de transmettre à la Commission, pour qu'elle poursuive son examen, le rapport du Groupe consultatif spécial pour la jeunesse sur ses deuxième et troisième sessions et tous autres documents pertinents;

4. Décide d'examiner la question du rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme à sa trente-quatrième session sur la base d'un rapport du Secrétaire général récapitulant les renseignements communiqués en application du paragraphe 2 ci-dessus, ainsi que de la documentation soumise par le Secrétaire général en application du paragraphe 3 ci-dessus.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE
E/CN.4/L.1315
11 février 1976
FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 4 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES
OCCUPES A LA SUITE DU CONFLIT DU MOYEN-ORIENT

Chypre, Cuba, Haute-Volta, Inde, Pakistan, Sénégal
et Yougoslavie : projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

S'inspirant des principes et des buts de la Charte des Nations Unies ainsi que des principes et dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 2 août 1949,

Rappelant les résolutions pertinentes des Nations Unies relatives à la situation dans les territoires occupés et à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des habitants des territoires arabes occupés,

Tenant compte du fait que, dans sa résolution 3376 (XXX), l'Assemblée générale a réaffirmé sa résolution 3236 (XXIX), par laquelle elle confirmait les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, et a exprimé sa grave préoccupation devant le fait qu'aucun progrès n'avait encore été réalisé en vue de

- a) l'exercice par le peuple palestinien de ses droits inaliénables en Palestine, y compris le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure et le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationales,
- b) l'exercice par les Palestiniens de leur droit inaliénable de retourner dans leurs foyers et vers leurs biens, d'où ils ont été déplacés et déracinés,

Prenant en considération l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution 3314 (XXIX), qui définit comme étant un acte d'agression l'invasion ou l'attaque du territoire d'un Etat par les forces armées d'un autre Etat, ou toute occupation, même temporaire, résultant d'une telle invasion ou d'une telle attaque, ou toute annexion par l'emploi de la force du territoire ou d'une partie du territoire d'un autre Etat,

Rappelant également la résolution IX adoptée par la Conférence internationale du travail à sa cinquante-neuvième session, en 1974, qui déclare que toute occupation de territoire consécutive à une agression constitue en elle-même une violation permanente de droits fondamentaux de l'homme et en particulier de ses libertés syndicales et de ses droits sociaux,

Prenant note des rapports de l'Organisation des Nations Unies et autres organisations internationales humanitaires sur la situation des territoires arabes occupés et de leurs habitants, en particulier le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/10272),

Vivement alarmée par les violations répétées des droits de l'homme et des libertés fondamentales qu'Israël commet dans l'occupation de ces territoires et par les mesures visant à leur annexion ainsi que par le fait que la destruction de maisons, l'expropriation de biens arabes et le mauvais traitement des prisonniers continuent,

Déplore qu'Israël persiste à établir des centres de peuplement dans les territoires arabes occupés, à appliquer des programmes d'immigration massive et à déporter et transférer la population indigène et à refuser son retour,

Rappelant la conclusion du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés selon laquelle les forces d'occupation israéliennes étaient responsables de la destruction délibérée et totale de Kouneïtra, ce qui constituait une violation de l'article 53 de la Quatrième Convention de Genève du 12 août 1949 et relevait de l'article 147 de cette convention,

Gravement préoccupée par le fait que la population des territoires arabes occupés se trouve empêchée d'exercer ses droits inaliénables à l'éducation nationale et à la vie culturelle,

1. Déplore, une fois de plus, qu'Israël continue à violer gravement, dans les territoires arabes occupés, les règles fondamentales du droit international et les conventions internationales pertinentes, en particulier la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, violations considérées par la Commission des droits de l'homme comme des crimes de guerre et un affront à l'humanité, et qu'il persiste à braver les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et à suivre une politique de violation des droits de l'homme à l'égard des habitants des territoires arabes occupés;

2. Réaffirme que toute occupation militaire de territoire fait peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales et constitue en elle-même une violation permanente de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

3. Réaffirme en outre qu'elle condamne Israël pour avoir délibérément détruit et dévasté la ville de Kouneïtra, et considère ces actes comme une grave violation de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949;

4. Demande instamment à Israël de prendre immédiatement des mesures pour le retour dans leurs foyers des Palestiniens et des autres habitants des territoires arabes occupés qui ont été déplacés;

5. Demande instamment à Israël de renoncer sur le champ à établir de nouveaux centres de peuplement dans les territoires arabes occupés et à commencer immédiatement à faire disparaître les centres existants;

6. Déplore les mesures prises par Israël pour exploiter les ressources et richesses humaines, naturelles et autres des territoires arabes occupés et demande à Israël d'abroger immédiatement toutes ces mesures, de restituer entièrement au peuple arabe ses ressources humaines et naturelles et de l'indemniser pour leur exploitation et leur épuisement;

7. Déclare que toutes les mesures prises par Israël pour modifier le caractère physique, la structure démographique et le statut des territoires arabes occupés sont nulles et non avenues et considère que ces modifications sont un obstacle à la réalisation d'une paix juste et durable;

8. Réitère la demande qu'elle a adressée à Israël d'assurer la liberté du culte et d'accorder aux édifices religieux et aux personnalités religieuses la considération, les égards et la protection qui leur sont dus en vertu des traditions établies dans la région, en particulier à Jérusalem, et qui leur ont été pleinement accordés par toutes les autorités au cours des siècles;

9. Déclare que toutes les mesures prises par Israël en vue de changer la structure institutionnelle et les pratiques religieuses établies de la mosquée Al-Ibrahimi à Al-Khalil sont nulles et non avenues;

10. Demande à tous les Etats de ne reconnaître aucun des changements introduits ni aucune des mesures appliquées par Israël dans les territoires arabes occupés et les invite à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour obtenir qu'Israël respecte les dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;

11. Réprouve de la manière la plus catégorique toutes les mesures prises par Israël pour modifier le statut de Jérusalem;

12. Condamne en particulier les politiques et les pratiques israéliennes suivantes :

- a) Les mesures visant à annexer certaines parties des territoires occupés;
- b) L'intensification de l'action entreprise pour établir des centres israéliens de peuplement dans ces territoires et pour y transférer une population étrangère;
- c) La destruction et la démolition de maisons arabes;
- d) La confiscation et l'expropriation de biens arabes dans les territoires occupés et toutes autres opérations faites en vue de l'acquisition de terres intervenant entre les autorités, les institutions ou les ressortissants israéliens, d'une part, et les habitants et les institutions des territoires occupés, d'autre part;
- e) L'évacuation, l'expulsion, le déplacement et le transfert d'habitants arabes des territoires occupés et le refus de leur reconnaître le droit de rentrer;

- f) Les arrestations de masse, la détention administrative et le mauvais traitement de la population arabe;
- g) Le pillage des biens archéologiques et culturels;
- h) Les contraintes exercées dans le domaine des libertés et pratiques religieuses ainsi que des droits et usages familiaux;
- i) Les empêchements apportés à l'exercice par la population des territoires occupés de ses droits à l'éducation nationale et à la vie culturelle;

13. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les gouvernements, des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales régionales, de lui donner la plus large publicité et de présenter un rapport à la Commission des droits de l'homme à sa prochaine session;

14. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session, en lui attribuant un degré de priorité élevé, le point intitulé "Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen-Orient".

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1316
17 février 1976

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-deuxième session

Point 10 de l'ordre du jour

CONSEQUENCES NEFASTES POUR LA JOUISSANCE DES DROITS
DE L'HOMME DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE,
ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE AUX REGIMES RACISTES
ET COLONIALISTES D'AFRIQUE AUSTRALE

Bulgarie, Chypre, Cuba, Egypte, Inde, Panama, République-Unie
de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Yougoslavie :
projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

Tenant compte de sa résolution 3 (XXX),

Après avoir pris connaissance de l'état des travaux de la Sous-Commission de
la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités relatifs
à l'étude ayant pour objet "d'évaluer l'importance et la provenance de l'assistance
politique, militaire, économique et autre apportée par certains Etats aux régimes
racistes et colonialistes en Afrique australe, ainsi que les conséquences directes
ou indirectes d'une telle assistance sur la persistance du colonialisme, de la discri-
mination raciale et de l'apartheid". (E/CN.4/L.1180),

Consciente que les politiques de discrimination raciale et d'apartheid constituent
des violations flagrantes des buts et principes de la Charte des Nations Unies, et
que leur adoption est incompatible avec la jouissance des droits fondamentaux de
l'homme,

Persuadée que l'assistance politique, militaire, économique et autre apportée
aux régimes d'Afrique du Sud et de Rhodésie du Sud par certains Etats est une des
principales causes qui perpétuent l'action néfaste de ces régimes,

Egalement persuadée qu'une telle assistance est la cause principale de la
persistance de l'occupation illégale de la Namibie par le régime raciste de l'Afrique
du Sud et de l'utilisation par ce régime du territoire de la Namibie pour commettre
des actes d'agression contre les Etats africains voisins,

1. Dénonce avec indignation l'assistance politique, militaire, économique et autre que certains Etats apportent à l'Afrique du Sud et au régime minoritaire et illégal de Rhodésie du Sud, soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés nationales et multinationales dont ils assurent le contrôle;
2. Estime que les ventes d'armes, les accords de coopération nucléaire et les activités économiques des sociétés nationales et multinationales en Afrique du Sud, en Namibie ou en Rhodésie du Sud constituent des actes de complicité caractérisés de la politique d'apartheid - crime contre l'humanité - et de la politique de discrimination raciale, et sont un encouragement à l'occupation illégale de la Namibie par le régime raciste de l'Afrique du Sud et à l'utilisation du territoire de la Namibie par ce régime, pour commettre des actes d'agression contre les Etats africains voisins, et pour s'immiscer dans leurs affaires intérieures;
3. Condamne avec force l'attitude de tout pays qui, par son assistance politique, militaire, économique et autre, se rend complice de l'apartheid et de la discrimination raciale, et contribue ainsi à perpétuer ces politiques;
4. Invite les Etats :
 - a) A observer scrupuleusement les sanctions édictées contre le régime minoritaire et illégal de Rhodésie du Sud;
 - b) A interdire sur leurs territoires le recrutement de mercenaires;
 - c) A apporter leur assistance aux mouvements de libération de l'Afrique australe reconnus par l'OUA et par l'ONU;
 - d) A oeuvrer en vue d'un embargo total par le Conseil de sécurité sur les ventes, dons et transferts d'armes et sur tout autre type de matériel militaire à destination de l'Afrique du Sud;
 - e) A donner son plein effet au décret n° 1 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie sur la protection des ressources naturelles de la Namibie;
5. Encourage le Rapporteur spécial chargé de l'étude ayant pour objet "d'évaluer l'importance et la provenance de l'assistance politique, militaire, économique et autre apportée par certains Etats aux régimes racistes et colonialistes en Afrique australe ainsi que les conséquences directes ou indirectes d'une telle assistance sur la persistance du colonialisme, de la discrimination raciale et de l'apartheid" à poursuivre ses travaux afin que le rapport définitif, accompagné des recommandations de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, soit examiné par la Commission lors de sa trente-troisième session.
6. Prie le Secrétaire général de procurer au rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire pour qu'il puisse mener son travail à bien et dans les délais prévus.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE
E/CN.4/L.1317
18 février 1976
FRANÇAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 5 de l'ordre du jour

ETUDE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SIGNALÉES AU CHILI,
EN PARTICULIER LES CAS DE TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS,
INHUMAINS OU DÉGRADANTS

Autriche, Cuba, Chypre, Haute-Volta, Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord, Sénégal et Yougoslavie : projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

Consciente de la responsabilité qui lui incombe de développer et d'encourager
le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous,

Rappelant que dans la Déclaration universelle des droits de l'homme il est
proclamé solennellement que tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la
sécurité de sa personne et a droit de ne pas être arbitrairement arrêté, détenu ou
exilé, ni soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou
dégradants,

Rappelant la résolution 3452 (XXX) de l'Assemblée générale, par laquelle a été
adoptée à l'unanimité la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre
la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant en outre que dans sa résolution 3219 (XXIX), en date du 6 novembre 1974,
l'Assemblée générale a exprimé sa préoccupation la plus profonde devant le fait que
des violations constantes et flagrantes des droits de l'homme fondamentaux et des
libertés fondamentales étaient signalées au Chili, et qu'elle a prié instamment les
autorités de ce pays de prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir et sauve-
garder ces droits et libertés,

Rappelant à cet égard sa résolution 8 (XXXI), du 27 février 1975, dans laquelle
elle a noté avec une profonde préoccupation que des violations des droits de l'homme
continuaient d'être signalées au Chili, décidé de constituer un groupe de travail
spécial chargé d'enquêter sur la situation existant dans ce pays en ce qui concerne les
droits de l'homme, sur la base de toutes les dépositions disponibles et d'une visite
au Chili, et exhorté les autorités du Chili à apporter leur entier concours à ce
groupe,

Notant la résolution 3448 (XXX) de l'Assemblée générale, intitulée "Protection des droits de l'homme au Chili", dans laquelle l'Assemblée a notamment déploré le refus des autorités chiliennes de permettre au Groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme de se rendre au Chili, malgré les assurances solennelles que celles-ci avaient données précédemment à cet égard, et prié instamment lesdites autorités d'honorer ces assurances,

Prenant aussi acte, notamment, du décret suprême No 187 du 20 janvier 1976, qui a trait à la nécessité de protéger les personnes détenues en raison de l'état de siège et dont les effets restent encore à déterminer,

Ayant examiné le rapport du Groupe de travail spécial (E/CN.4/1188 et A/10285) constitué en vertu de la résolution 8 (XXXI) de la Commission,

1. Exprime sa satisfaction au Président et aux membres du Groupe de travail spécial pour ce rapport, qui a été établi avec soin et objectivité malgré le refus des autorités chiliennes de permettre au Groupe de se rendre dans le pays;
2. Exprime sa profonde angoisse devant les violations constantes et flagrantes des droits de l'homme, y compris la pratique institutionnalisée de la torture et de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, arrestations, détentions et exils arbitraires - dont le rapport fournit des preuves supplémentaires - qui ont eu lieu et qui d'après les témoignages recueillis continuent d'avoir lieu au Chili, peu de temps après l'adoption de la résolution 3348 (XXX) de l'Assemblée générale;
3. Réaffirme sa condamnation de toutes les formes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
4. Demande instamment aux autorités chiliennes de prendre, sans tarder, toutes les mesures nécessaires pour rétablir et sauvegarder les droits de l'homme fondamentaux et les libertés fondamentales et respecter pleinement les dispositions des instruments internationaux auxquels le Chili est partie et, à cette fin, de veiller à ce que :
 - a) L'état de siège ou d'urgence ne soit pas utilisé aux fins de violer les droits de l'homme et les libertés fondamentales, contrairement à l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
 - b) Des mesures appropriées soient prises pour mettre fin à la pratique institutionnalisée de la torture et autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, dans le plein respect des dispositions de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
 - c) Les droits de tout individu à la liberté et à la sécurité de sa personne, en particulier les droits des personnes qui ont été arrêtées sans inculpation ou emprisonnées pour des raisons uniquement politiques, droits définis à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, soient pleinement garantis et que des mesures soient prises pour clarifier la situation des personnes portées disparues;

d) Nul ne soit condamné pour des actions ou des omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises, contrairement aux dispositions de l'article 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

e) Nul, conformément au paragraphe 2 de l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ne soit arbitrairement privé de la nationalité chilienne;

f) Le droit de toute personne de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer, soit respecté, conformément à l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

g) Le droit aux libertés intellectuelles définies à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques soit garanti;

h) Il soit donné suite à la demande de la Commission, que son Président a communiquée en 1974 au Gouvernement du Chili, à savoir que les personnes encore détenues soient libérées et qu'aucune mesure ne soit prise ni aucune action engagée à leur encontre à titre rétroactif;

5. Constate que certains organes d'Etat, en particulier la DINA, ont eu systématiquement recours à la torture, et exhorte les autorités chiliennes à prendre des mesures efficaces pour enquêter sur lesdites activités de ces organes et des personnes qui se seraient livrées à de tels actes de torture et pour y mettre fin;

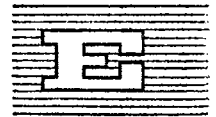
6. Prolonge le mandat de l'actuel Groupe de travail spécial, composé des experts ci-après agissant à titre personnel : M. Ghulam Ali Allana (Pakistan, Président/Rapporteur), M. Leopoldo Benites (Equateur), M. Felix Ermacora (Autriche), M. Abdoulaye Diéye (Sénégal), Mme M.J.T. Kamara (Sierra Leone), et prie le Groupe de faire rapport à l'Assemblée générale à sa trente et unième session, ainsi qu'à la Commission des droits de l'homme à sa trente-troisième session, sur la situation des droits de l'homme au Chili, en particulier sur tout fait nouveau, de caractère législatif ou autre, susceptible de contribuer au rétablissement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en application de la résolution 3448 (XXX) de l'Assemblée générale et de toutes les autres résolutions et décisions pertinentes des organes des Nations Unies; le Groupe cessera ensuite d'exister;

7. Prie le Secrétaire général de fournir au Groupe de travail spécial toute l'assistance dont il pourrait avoir besoin pour s'acquitter de sa tâche;

8. Recommande au Conseil économique et social de prendre des dispositions pour que les ressources financières adéquates et le personnel nécessaire soient fournis en vue de l'application de la présente résolution;

9. Décide d'examiner à sa trente-troisième session, en lui donnant un haut rang de priorité, la question de la violation des droits de l'homme au Chili.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1318
19 février 1976

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 5 de l'ordre du jour

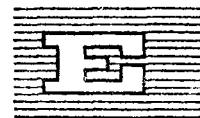
ETUDE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SIGNALÉES AU CHILI,
EN PARTICULIER LES CAS DE TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS,
INHUMAINS OU DEGRADANTS

Costa Rica : Amendement au projet de résolution E/CN.4/L.1317

Ajouter au septième alinéa du préambule le texte suivant :

"ainsi que de certains progrès mineurs, insuffisants et incomplets, signalés au paragraphe 201 du rapport du Groupe de travail, et concernant en particulier les possibilités qu'ont les accusés de sortir du pays,".

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/L.1319
19 février 1976

FRANCAIS
Original : RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 7 de l'ordre du jour

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT DES DROITS
DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA QUESTION D'UN
PROGRAMME DE TRAVAIL A LONG TERME DE LA COMMISSION

Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie et
Union des Républiques socialistes soviétiques : projet de
résolution révisé 1/

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant la résolution, proclamée dans la Charte des Nations Unies, des peuples des Nations Unies de préserver les générations futures du fléau de la guerre et de réaffirmer la foi dans les droits fondamentaux de l'homme,

Tenant compte du fait qu'aux termes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, "le droit à la vie est inhérent à la personne humaine",

Estimant que les violations massives et flagrantes des droits de l'homme découlant d'une agression ou de conflits armés avec leurs conséquences tragiques causent des souffrances humaines intolérables et peuvent entraîner le monde dans des conflits armés et des actes d'hostilité encore plus graves, ce qui oblige la communauté internationale à coopérer afin de prévenir et d'éliminer ces fléaux,

Prenant en considération l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe dans lequel les parties à la Conférence ont déclaré qu'elles reconnaissaient la nécessité pour chacune d'elles d'apporter sa contribution au renforcement de la paix et de la sécurité mondiales ainsi qu'à la promotion des droits fondamentaux, du progrès économique et social et du bien-être de tous les peuples et, en particulier, reconnaissaient l'importance universelle des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dont le respect est un facteur essentiel de la paix, de la justice et du bien-être nécessaires pour assurer le développement de relations amicales et de la coopération entre les Etats,

1/ Variante révisée du projet de résolution E/CN.4/L.1285 présenté à la trentième et à la trente et unième session de la Commission.

Reconnaissant qu'une guerre d'agression représente la forme extrême du mépris de tous les droits fondamentaux et de toutes les libertés fondamentales de l'homme, lesquels sont indivisibles, et avant tout du droit à la vie,

Rappelant également les appels de l'Assemblée générale en faveur de nouvelles initiatives en vue de contribuer à la paix, à la sécurité, au désarmement et au progrès économique et social de toute l'humanité, ainsi qu'au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

1. Accueille avec satisfaction tous les efforts entrepris par les Etats en vue du renforcement de la paix mondiale et du relâchement de la tension internationale, comme une importante contribution aux fins d'encourager et de développer le respect des droits fondamentaux et des libertés fondamentales de l'homme, y compris les droits économiques, sociaux et culturels;

2. Exprime la ferme conviction que chaque homme a le droit de vivre dans des conditions de paix et de sécurité internationales, étant donné que ce n'est que dans de pareilles conditions que peuvent être résolus les problèmes que pose le développement économique et social des Etats et que peuvent être pleinement réalisés tous les droits fondamentaux et toutes les libertés fondamentales de l'homme;

3. Souligne la légitimité de la lutte contre l'agression, le colonialisme, et le néo-colonialisme, la pratique du génocide et de l'extermination massive des hommes, le racisme et l'apartheid, et les autres violations flagrantes et massives des droits de l'homme;

4. Demande instamment à tous les Etats d'accorder une attention prioritaire à l'adoption de mesures visant à renforcer la paix et la sécurité internationales, afin de créer les conditions les plus favorables au progrès social et économique et de favoriser le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne;

5. Décide d'inclure dans l'ordre du jour de la trente-troisième session de la Commission une question intitulée "Le droit pour chaque homme de vivre dans des conditions de paix et de sécurité internationales".

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1322
15 mars 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-deuxième session
Point 5 de l'ordre du jour

ETUDE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SIGNALEES AU CHILI,
EN PARTICULIER LES CAS DE TORTURE ET AUTRES PEINES
OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS

Incidences administratives et financières du projet de résolution
distribué sous la cote E/CN.4/L.1317

Etat présenté par le Secrétaire général en application de l'article 28
du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social

1. Aux termes du paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution E/CN.4/L.1317, la Commission déciderait de prolonger le mandat du Groupe de travail spécial actuel, composé de cinq membres de la Commission agissant à titre personnel en qualité d'experts, et le prierait de faire rapport à l'Assemblée générale à sa trente et unième session, ainsi qu'à la Commission des droits de l'homme à sa trente-troisième session, sur la situation des droits de l'homme au Chili, en particulier sur tout fait nouveau, de caractère législatif ou autre, qui pourrait intervenir pour rétablir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales en application de la résolution 3448 (XXX) de l'Assemblée générale et de toutes les autres résolutions et décisions pertinentes des organes des Nations Unies; après quoi, le Groupe serait dissous. Aux termes du paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution, la Commission prierait le Secrétaire général de prêter au Groupe de travail spécial toute l'assistance dont celui-ci pourrait avoir besoin pour s'acquitter de sa tâche. Au paragraphe 8 du dispositif, elle recommanderait au Conseil économique et social de prendre des dispositions pour que les ressources financières adéquates et le personnel nécessaire soient fournis en vue de l'application de la résolution.

2. Pour déterminer les incidences financières du projet de résolution, le Secrétaire général est parti des hypothèses suivantes :

a) Le Groupe de travail se rendrait au Chili dans le courant de l'été 1976 et y séjournerait trois semaines, accompagné d'un secrétaire principal, de deux fonctionnaires des services organiques, de deux secrétaires ayant l'expérience du travail de la Division des droits de l'homme, ainsi que du personnel des services d'information et des services administratifs et techniques. Le séjour au Chili serait précédé d'une semaine de réunions à Genève, à la fin mai, au cours de laquelle le Groupe organiserait ses travaux et aurait des consultations de la manière appropriée avec

le Gouvernement chilien concernant les modalités de sa visite au Chili. On envisage aussi une semaine de plus, que le Groupe consacrerait à entendre des témoins et à rassembler des renseignements qui lui seraient communiqués verbalement ou par écrit, dans un pays d'Amérique du Sud remplissant les conditions requises.

b) Au cas où sa mission au Chili ne s'effectuerait pas dans le temps dont il dispose, le Groupe aurait besoin d'une ou deux semaines de réunions à Genève et ses réunions sur le continent américain s'échelonneraient sur deux semaines.

c) Le Groupe de travail se réunirait pendant trois semaines encore à Genève vers la fin de l'été 1976 afin de rassembler des renseignements et de rédiger et adopter le rapport qu'il doit présenter à la trente et unième session de l'Assemblée générale, qui le lui a demandé dans la résolution 3448 (XXX). Le Président/Rapporteur serait à Genève une semaine avant la réunion du Groupe de travail pour la préparation du rapport.

d) Le Président/Rapporteur du Groupe de travail séjournerait trois semaines au Siège, à New York, au moment de la présentation du rapport du Groupe de travail à l'Assemblée générale à sa trente et unième session.

e) Le Groupe de travail se réunirait pendant trois semaines à Genève en janvier 1977 pour rassembler des renseignements et rédiger et adopter son rapport à la trente-troisième session de la Commission des droits de l'homme qui doit commencer le 7 février 1977.

f) Au cas où le Président/Rapporteur ne serait pas membre de la Commission des droits de l'homme, il faudrait prendre les dispositions voulues pour qu'il séjourne à Genève pendant deux semaines en février 1977 afin de présenter le rapport du Groupe à la Commission.

I. Réunion à Genève, mai 1976 (une semaine)

	<u>1976</u>	<u>1977</u>
	(en dollars E.U.)	
Frais de voyage et indemnité de subsistance de cinq membres du Groupe		
a) Frais de voyage (première classe)	6 900	
b) Indemnité de subsistance	2 200	
Services de conférence		
a) Interprétation et techniciens du son	(6 600) ^{a/}	
b) Documentation avant, pendant et après la session (traduction contractuelle, dactylographie et reproduction en anglais, espagnol et français, 150 pages, pour distribution restreinte)	(7 000) ^{a/}	
c) Frais de voyage et indemnité de subsistance des témoins	3 000	

1976 1977
(en dollars E.U.)

- | | |
|---|-----|
| d) Personnel temporaire pour la transcription de témoignages enregistrés sur magnétophone | 300 |
| e) Coupures de journaux et autres services connexes | 200 |

II. Mission sur les lieux au Chili (trois semaines), plus une semaine dans un autre pays d'Amérique latine, été 1976 (quatre semaines au total)

Frais de voyage et indemnité de subsistance de cinq membres du Groupe

- | | |
|--------------------------------------|--------|
| a) Frais de voyage (première classe) | 12 100 |
| b) Indemnité de subsistance | 7 700 |

Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel des services organiques, des services administratifs et des services de conférence (ventilation plus loin)

- | | |
|---|--------|
| a) Frais de voyage | 13 200 |
| b) Indemnité de subsistance | 6 000 |
| c) Personnel de la Division des droits de l'homme | |

Secrétaire principal	1
Fonctionnaire des services organiques	3
Secrétaires	2

- | | |
|--|--|
| d) Personnel des services administratifs et de conférence que d'autres bureaux de l'ONU en Amérique latine pourraient détacher sans qu'il en résulte de dépenses | |
|--|--|

Fonctionnaire des services administratifs	1
Fonctionnaire du Service d'information	1
Secrétaires bilingues	2
Dactylographes	2

1976 1977
(en dollars E.U.)

e)	Frais de voyage et indemnité de subsistance, traitements et salaires du personnel détaché par des bureaux de l'ONU en Amérique latine et par le Siège et personnel des services de conférence recruté par la CEPAL en Amérique latine	40 000
	Interprètes	7
	Traducteurs	3
	Sténographes-rédacteurs de séance	3
	Ingénieur du son	1
	Secrétaire	1
f)	Frais de voyage et indemnité de subsistance des témoins (et des experts venant d'ailleurs que du Chili)	9 000
g)	Frais de voyage et indemnité de subsistance supplémentaires d'une équipe d'interprètes, plus personnel d'appoint des services de conférence nécessaire à des réunions dans un autre pays d'Amérique latine pendant une semaine	5 000
h)	Frais généraux	9 000
	Location de salles et de bureaux	
	Transports locaux et communications	
	Fret aérien pour matériel et documentation	
	Location de matériel	
	Dépenses diverses	

III. Au cas où la mission au Chili ne s'effectuerait pas, réunion à Genève, été 1976 (une à deux semaines), plus une mission locale dans un pays d'Amérique latine (deux semaines) (trois à quatre semaines au total)

Réunion à Genève, été 1976

Frais de voyage et indemnité de subsistance de cinq membres du Groupe

a)	Frais de voyage (première classe)	6 900
b)	Indemnité de subsistance	2 200

1976 1977
(en dollars E.U.)

Services de conférence

a)	Interprétation et techniciens du son	(6 600) ^{a/}
b)	Documentation avant, pendant et après la session (traduction contractuelle, dactylographie et reproduction en anglais, espagnol et français, 400 pages, pour distribution restreinte)	(20 000) ^{a/}
c)	Frais de voyage et indemnité de subsistance des témoins	4 000
d)	Personnel temporaire pour la transcription de témoignages enregistrés sur magnétophone	300
e)	Coupures de journaux et autres services connexes	200

Mission locale

Frais de voyage et indemnité de subsistance de cinq membres du Groupe

a)	Frais de voyage (première classe)	11 000
b)	Indemnité de subsistance	3 500
c)	Personnel de la Division des droits de l'homme	
	Secrétaire principal	1
	Fonctionnaires des services organiques	2
	Secrétaires	2
d)	Personnel des services administratifs et des services de conférence que d'autres bureaux de l'ONU en Amérique latine pourraient détacher sans qu'il en résulte de dépenses	
	Fonctionnaire des services administratifs	1
	Fonctionnaire du Service d'information	1
	Secrétaires bilingues	2
	Dactylographes	2

1976 1977
(en dollars E.U.)

e)	Frais de voyage et indemnité de subsistance du personnel détaché par des bureaux de l'ONU en Amérique latine et par le Siège et personnel des services de conférence recruté par la CEPAL en Amérique latine	20 000
	Interprètes	7
	Traducteurs	3
	Sténographes-rédacteurs de séance	3
	Ingénieur du son	1
	Secrétaire	1
f)	Frais de voyage et indemnité de subsistance des témoins (et des experts venant d'ailleurs que du Chili)	5 000
g)	Frais généraux	8 000
	Location de salles et de bureaux	
	Transports locaux et communications	
	Fret aérien pour matériel et documentation	
	Location de matériel	
	Dépenses diverses	

IV. Réunion à Genève, fin de l'été (trois semaines)

Frais de voyage et indemnité de subsistance de cinq membres du Groupe

a)	Frais de voyage (première classe)	6 900
b)	Indemnité de subsistance	7 100

Services de conférence

a)	Interprétation et techniciens du son	(19 800) ^{a/}
b)	Documentation avant, pendant et après la session (traduction contractuelle, dactylographie et reproduction en anglais, espagnol et français, 700 pages, pour distribution restreinte)	(35 000) ^{a/}
c)	Frais de voyage et indemnité de subsistance des témoins	12 000
d)	Personnel temporaire pour la transcription de témoignages enregistrés sur magnétophone	2 600
e)	Coupures de journaux et autres services connexes	700

1976 1977
(en dollars E.U.)

V. Frais de voyage et indemnité de subsistance du
Président/Rapporteur du Groupe de travail pour une mission
au Siège, à New York, à la trente et unième session de
l'Assemblée générale (trois semaines)

a) Frais de voyage	2 600
b) Indemnité de subsistance	1 400

VI. Réunion à Genève, janvier 1977 (trois semaines)

Frais de voyage et indemnité de subsistance de cinq membres du Groupe (les frais de voyage des membres du Groupe qui se rendront à Genève avec les prestations auxquelles ils ont normalement droit en qualité de membres de la Commission seront diminués d'autant)

a) Frais de voyage (première classe)	6 900
b) Indemnité de subsistance	7 100

Coût des services de conférence

a) Interprétation et techniciens du son	(19 800) ^{a/}
b) Documentation avant, pendant et après la session (traduction contractuelle, dactylographie et reproduction en anglais, espagnol et français, 700 pages, pour distribution restreinte)	(35 000) ^{a/}
c) Frais de voyage et indemnité de subsistance des témoins	12 000
d) Personnel temporaire pour la transcription de témoignages enregistrés sur magnétophone	2 600
e) Coupures de journaux et autres services connexes	700

VII. Voyage du Président/Rapporteur à Genève pour la trente-troisième
session de la Commission des droits de l'homme (deux semaines)
(provisoire)

a) Frais de voyage	2 300
b) Indemnité de subsistance	1 100

1976 1977
(en dollars E.U.)

Récapitulation

I. Réunion à Genève, mai 1976 (une semaine)	26 200	
II. Mission sur les lieux au Chili (trois semaines), plus une semaine dans un autre pays d'Amérique latine (quatre semaines au total)	102 000	
III. Au cas où la mission au Chili ne s'effectuera pas, réunion à Genève, été 1976 (une à deux semaines), plus une mission dans un pays d'Amérique latine (deux semaines) (trois à quatre semaines au total)	(99 700) ^{b/}	
IV. Réunion à Genève, fin été 1976 (trois semaines)	84 100	
V. Voyage du Président/Rapporteur au Siège, trente et unième session de l'Assemblée générale (trois semaines)	4 000	
VI. Réunion à Genève, janvier 1977 (trois semaines)		84 100
VII. Voyage du Président/Rapporteur, trente-troisième session de la Commission des droits de l'homme (deux semaines)		3 400
	<u>216 300</u>	<u>87 500</u>
TOTAL	303 800	

a/ Ces frais pourraient être couverts à l'aide des ressources existantes, de caractère permanent ou temporaire, dont l'Office des Nations Unies à Genève dispose pour son programme de conférences 1976-1977, à condition que les réunions en question soient inscrites à ce programme.

b/ Non compris dans le total général des dépenses.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1323
20 février 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 7 de l'ordre du jour

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT DES DROITS
DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA QUESTION D'UN
PROGRAMME DE TRAVAIL A LONG TERME DE LA COMMISSION

République fédérale d'Allemagne, Italie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord : amendements au projet de résolution
E/CN.4/L.1319

Préambule

1. Modifier comme suit le premier alinéa :

"Rappelant l'engagement pris par tous les Membres, en vertu des Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies, de coopérer avec les Nations Unies pour favoriser le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, ainsi que la résolution des peuples des Nations Unies, proclamée dans la Charte, de préserver les générations futures du fléau de la guerre,".

2. Remplacer le deuxième alinéa par le texte suivant :

"Rappelant que la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques reconnaissent tous deux que chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne,".

3. Remanier comme suit le troisième alinéa :

"Estimant que les violations massives et flagrantes des droits de l'homme, y compris celles qui découlent d'une agression ou de conflits armés avec leurs conséquences tragiques, causent des souffrances inhumaines intolérables et peuvent entraîner le monde dans des conflits militaires,".

4. Modifier comme suit le quatrième alinéa :

"Prenant en considération l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dans lequel les participants à la Conférence ont déclaré qu'ils favoriseront et encourageront l'exercice effectif des libertés et droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et autres qui découlent tous de la dignité inhérente à la personne humaine et qui sont essentiels à son épanouissement libre et intégral, et qu'ils reconnaissaient l'importance universelle des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dont le respect est un facteur essentiel de la paix, de la justice et du bien-être nécessaires pour assurer le développement de relations amicales et de la coopération entre tous les Etats,".

5. Supprimer le cinquième alinéa.

6. Modifier comme suit le sixième alinéa :

"Rappelant également les appels de l'Assemblée générale en faveur de nouvelles initiatives visant à contribuer au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, à la paix, à la sécurité, à la justice, au désarmement et au progrès économique et social de toute l'humanité,".

Dispositif

7. Remanier comme suit le paragraphe 1 du dispositif :

"1. Accueille avec satisfaction les efforts faits pour encourager et développer le respect des droits fondamentaux et des libertés fondamentales de l'homme, y compris les droits économiques, sociaux et culturels, en tant qu'importante contribution au renforcement de la paix universelle et de la détente internationale;".

8. Modifier comme suit le paragraphe 2 :

"2. Exprime la ferme conviction que tout individu a le droit de jouir de la vie, de la liberté et de la sécurité de sa personne, d'exercer ses droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et autres, et aussi de vivre dans des conditions de paix et de sécurité internationales;".

9. Au paragraphe 3 :

- a) Après les mots "légitimité de la lutte", ajouter "menée en conformité des buts et principes des Nations Unies".
- b) Après les mots "et le néo-colonialisme", ajouter "toutes les formes d'oppression,".
- c) Au lieu de "des hommes", lire "des populations".

10. Modifier comme suit le paragraphe 4 :

"4. Demande instamment à tous les Etats de créer les conditions les plus favorables au progrès économique et social et de favoriser le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne, en vue de promouvoir le renforcement de la paix et de la sécurité internationales;"

11. Supprimer le paragraphe 5 du dispositif et le remplacer par le texte suivant :

"5. Réaffirme le rôle crucial de la Commission des droits de l'homme dans la promotion du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en reconnaissant que leur exercice effectif est un facteur essentiel de la paix, de la justice et du bien-être nécessaires pour assurer le développement de relations amicales et de la coopération entre les nations."

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1324
20 février 1976

FRANCAIS
Original : FRANCAIS/ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 7 de l'ordre du jour

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
Y COMPRIS LA QUESTION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL
A LONG TERME DE LA COMMISSION

Canada : projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant les articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies concernant le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, et l'engagement des Membres à agir tant conjointement que séparément à cet effet, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant en outre ses résolutions 10 (XXX) et 10 (XXXI) concernant la nécessité d'encourager et de développer davantage le respect des libertés fondamentales, y compris la question d'un programme de travail à long terme de la Commission,

Prenant en considération les propositions et les vues des Etats membres telles que présentées dans l'analyse faite par le Secrétaire général dans le document E/CN.4/1168 et Add.1, 2, et 3,

Prenant aussi en considération les divers rapports présentés par le Secrétaire général (E/CN.4/1189; E/CN.4/1190; E/CN.4/1191; E/CN.4/1192; E/CN.4/1193) en réponse à la demande de la Commission dans sa résolution 10 (XXXI),

Réaffirmant les importants instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme adoptés par l'Assemblée générale,

Prenant note de l'entrée en vigueur le 3 janvier 1976 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,

Convaincue de la nécessité de prendre, à titre prioritaire des mesures supplémentaires pour assurer la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Rappelant le paragraphe 5 de la résolution 5 (I) du Conseil économique et social qui autorise la Commission à "faire des recommandations au Conseil relativement à toute sous-commission qu'elle jugerait nécessaire".

Recommande au Conseil économique et social d'autoriser la constitution de deux nouvelles sous-commissions, composées chacune de cinq experts indépendants représentant les cinq régions géographiques des Nations Unies et élus par la Commission parmi des candidats dont le Secrétaire général inscrira les noms dans une liste, d'après les suggestions faites par les Etats Membres de l'ONU.

L'une des nouvelles sous-commissions sera désignée "Sous-Commission de la promotion des droits de l'homme" et l'autre "Sous-Commission de la protection des droits de l'homme".

La Sous-Commission de la promotion des droits de l'homme aura pour tâche de :

- réaliser les travaux préparatoires à l'élaboration de nouveaux instruments, selon les demandes de la Commission;
- réaliser des études à la demande de la Commission, en particulier sur les questions de promotion des droits de l'homme;
- coopérer avec le Secrétariat dans la promotion et la mise en oeuvre des services consultatifs;
- examiner les rapports périodiques et autres rapports qui pourraient lui être référés par la Commission. La Sous-Commission de la protection des droits de l'homme aura pour tâche d'examiner les questions de violation des droits de l'homme présentant un caractère d'urgence, et de faire rapport à la Commission.

La Sous-Commission de la protection des droits de l'homme devra pouvoir se réunir d'urgence et elle devra disposer des fonds nécessaires pour se déplacer.

Recommande au Conseil économique et social de prendre des dispositions pour assurer les ressources financières et le personnel nécessaire à la mise en oeuvre de la présente résolution.

Décide de continuer l'étude au cours de sa 33ème session, de façon prioritaire, de la question de la nécessité d'encourager et de développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la question d'un programme à long terme de la Commission.

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1325
20 février 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 7 de l'ordre du jour

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS
LA QUESTION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL A LONG TERME DE LA COMMISSION

Etats-Unis d'Amérique : projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant l'engagement pris par tous les Membres, en vertu des Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies, de coopérer avec les Nations Unies pour favoriser le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales par tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Rappelant que la Déclaration universelle des droits de l'homme affirme que chacun peut se prévaloir de tous les droits et libertés proclamés dans la Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation;

Prenant note de la conclusion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, marquée par la signature de l'Acte final par les participants à cette Conférence, qui ont reconnu que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris de la liberté de pensée, de religion ou de conviction est un principe d'importance fondamentale,

Notant en particulier que la Déclaration sur les principes régissant les relations mutuelles des Etats participants, qui figure dans l'Acte final, contient des engagements renouvelés, pris par les signataires, de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction,

Persuadée que le respect mutuel et sans réserve de ces engagements favoriserait le développement de relations internationales normales et amicales,

Appelant en particulier l'attention sur la section de l'Acte final relative à la coopération dans les domaines humanitaires et autres, qui traduit la détermination des signataires de donner suite à un certain nombre d'engagements concernant les contacts entre les personnes, la solution des problèmes humanitaires, l'information, la coopération et les échanges dans le domaine de la culture, ainsi que la coopération et les échanges dans le domaine de l'éducation,

Persuadée que les mesures énoncées dans l'Acte final d'Helsinki représentent un effort important en vue de promouvoir les droits fondamentaux de l'homme et les libertés fondamentales, et que leur application aidera beaucoup la Commission et les autres organes des Nations Unies à mener une action complémentaire efficace pour favoriser le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Persuadée également que des engagements comme ceux qui ressortent de l'Acte final d'Helsinki renforcent les efforts mondiaux visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

1. Se félicite de la conclusion de l'Acte final d'Helsinki et des dispositions relatives aux droits de l'homme qui figurent dans la Déclaration sur les principes régissant les relations mutuelles des Etats participants, ainsi que des dispositions concernant la coopération dans les domaines humanitaires et autres;

2. Souligne l'importance de ces engagements pour la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme;

3. Exprime l'espoir que les Etats membres de la Commission l'informeront à sa prochaine session ordinaire des activités internationales, régionales ou autres, auxquelles ils participent en vue de la protection et de la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

4. Décide que la Commission devrait tenir compte de ces renseignements lorsqu'elle établira son propre programme de travail pour promouvoir et encourager les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1326
23 février 1976

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 13 a) de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES
LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE
DISCRIMINATION RACIALE ET DE SEGREGATION ET LA POLITIQUE
D'APARTHEID, DANS TOUS LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES
PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

RAPPORT DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS

Egypte, Jordanie, République arabe libyenne,
République-Unie de Tanzanie et Sierra Leone :
projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 5 (XXXI), notamment ses paragraphes 8 et 10,

Ayant examiné le rapport d'activité du Groupe spécial d'experts créé par sa
résolution 2 (XXIII) (E/CN.4.1187),

Ayant pris connaissance de la Déclaration de Dakar et du Programme d'action
qui lui est annexé,

1. Exprime sa satisfaction au Groupe spécial d'experts pour le rapport
intérimaire qu'il a présenté;

2. Déplore qu'en Afrique australe, les politiques d'apartheid et de discrimi-
nation raciale persistent, et qu'en particulier, l'Afrique du Sud continue son
occupation illégale du territoire de la Namibie;

3. Note que la pratique illégale, inhumaine et dégradante de la flagellation
publique en Namibie s'est malgré tout poursuivie;

4. Appelle l'attention des Etats, des organisations internationales, des
organisations non gouvernementales et des groupements socio-professionnels et d'infor-
mation sur les prescriptions de la Déclaration de Dakar et du Programme d'action;

5. Décide que le Groupe spécial d'experts devra évaluer tous les aspects de la
Déclaration de Dakar et du Programme d'action, et devra soumettre des propositions
concrètes à la Commission lors de sa trente-troisième session;

GE.76-2854

6. Prie le Secrétaire général, en application des dispositions du paragraphe 10 de la résolution 5 (XXXI) de la Commission, de continuer ses contacts en vue de l'organisation en Afrique australe, d'un colloque qui sera consacré aux questions visées au paragraphe 20 des conclusions et recommandations du rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4.1159);

7. Recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

"Le Conseil économique et social,

Prenant acte de la résolution (XXXII) de la Commission des droits de l'homme et du rapport d'activité du Groupe spécial d'experts (E/CN.4.1187),

Rappelant les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du Pacte international relatif aux droits économiques et sociaux et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que des divers instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Convaincu de la nécessité impérieuse pour les Etats de respecter les droits et libertés fondamentales de l'homme,

Conscient du fait que la discrimination raciale et la politique d'apartheid sont susceptibles de constituer une menace à la paix et à la sécurité internationale,

1. Exprime sa pleine satisfaction au Groupe spécial d'experts pour le rapport intérimaire qu'il a présenté, et l'invite à poursuivre ses activités;

2. Exprime sa vive inquiétude à l'Assemblée générale devant la situation en Afrique australe, situation qui constitue une grave menace à la paix et à la sécurité internationale;

3. Fait appel à tous les Etats pour qu'ils apportent leur coopération aux organisations internationales dans leur lutte contre la discrimination raciale et l'apartheid;

4. Invite les Etats membres à ratifier la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid;

5. Prie le Secrétaire général de communiquer le rapport d'activité du Groupe spécial d'experts à tous les organismes compétents du système des Nations Unies."

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1327
24 février 1976

Original : FRANCAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 7 de l'ordre du jour

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER DAVANTAGE
LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES Y COMPRIS LA QUESTION D'UN PROGRAMME
DE TRAVAIL A LONG TERME DE LA COMMISSION

Chypre, Cuba, Egypte, Inde, Liban, Sénégal et
Yougoslavie : projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant la détermination des peuples des Nations Unies de préserver les générations futures du fléau de la guerre, de maintenir la paix et la sécurité internationales, de développer entre les nations des relations amicales et de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Rappelant en outre les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dont l'article 6 dispose que "le droit à la vie est inhérent à la personne humaine",

Estimant que les violations flagrantes et massives des droits de l'homme en particulier celles résultant des guerres d'agression, de l'occupation militaire, du colonialisme, du néo-colonialisme, et de toute autre forme de négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, des politique d'apartheid et de discrimination raciale, causent d'intolérables souffrances humaines et peuvent entraîner le monde dans des conflits armés,

GE.76-2922

Convaincue que l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, de la Déclaration et du Programme d'action pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international aiderait considérablement à la promotion tant des droits économiques, sociaux et culturels que des droits civils et politiques et contribuerait à renforcer la paix et la sécurité internationales,

Prenant note de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dans lequel les parties à la Conférence, conformément aux buts et principes de l'Organisation des Nations Unies et à la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats réaffirment entre autres leur engagement en faveur de la paix, de la sécurité et de la justice, ainsi que leur détermination à respecter l'égalité des droits des peuples et leur droit de disposer d'eux-mêmes, à promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et à reconnaître l'importance universelle des droits de l'homme et des libertés fondamentales dont le respect est un facteur essentiel de la paix, de la justice et du bien-être nécessaire pour assurer le développement de relations amicales et de la coopération entre les Etats,

Rappelant les appels de l'Assemblée générale en faveur de nouvelles initiatives en vue de contribuer à la paix, à la sécurité et au progrès économique et social de toute l'humanité ainsi qu'au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

1. Rappelle que chaque homme a le droit de vivre dans des conditions de paix et de sécurité internationales et de jouir pleinement des droits économiques, sociaux et culturels et des droits civils et politiques;

2. Exprime sa ferme conviction que le plein respect et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales exigent le règne de la paix et de la sécurité internationales;

3. Accueille avec satisfaction tout effort entrepris par les Etats en vue du renforcement de la paix mondiale et du relâchement de la tension internationale;

4. Affirme que les violations flagrantes et massives des droits de l'homme y compris les droits économiques, sociaux et culturels peuvent entraîner le monde dans des conflits armés;

5. Souligne a) la légitimité de la lutte contre l'agression, le colonialisme et le néo-colonialisme, contre toute forme de domination étrangère, ainsi que contre la pratique du génocide et de l'extermination massive des hommes, l'apartheid et la discrimination raciale et toutes autres formes de violations flagrantes et massives des droits de l'homme.

b) la nécessité pour tous les Etats de créer tant par leurs efforts propres que par l'assistance et la coopération internationales, les conditions les plus favorables au maintien de la paix et de la sécurité internationales par l'établissement d'un nouvel ordre économique international fondé sur la justice et par le respect et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1328
26 février 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-deuxième session
Point 13 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME
ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA
POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE SEGREGATION
ET LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS LES PAYS,
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES
COLONIAUX ET DEPENDANTS

Cuba, Inde, Panama, Sénégal et Yougoslavie :
projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

S'inspirant des buts et principes des Nations Unies,

Ayant présents à l'esprit la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments internationaux applicables, en particulier les dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949,

Notant les résolutions 3395 (XXX) et 3450 (XXX) de l'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 4 (XXXI) et profondément préoccupée de constater que l'application de ce texte n'a guère progressé,

Rappelant la résolution 1 (XXVIII) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Profondément préoccupée par la persistance de la crise chypriote et par la détresse dans laquelle continuent de vivre les personnes déplacées à Chypre,

Consciente de la nécessité de résoudre les problèmes humanitaires et de restaurer les droits de l'homme à Chypre sans plus tarder,

Recommandant aux deux communautés de tout faire pour trouver au problème chypriote une solution juste et durable, fondée sur le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et du non-alignement de la République de Chypre, qui garantisse aussi à toute la population chypriote la pleine jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales, dans la confiance mutuelle,

Notant avec satisfaction le rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 3450 (XXX) de l'Assemblée générale et de sa propre résolution 4 (XXXI),

Consciente du fait que le Secrétaire général n'a pu, faute de temps, mener à bien la tâche dont l'avait chargé l'Assemblée générale dans sa résolution 3450 (XXX),

1. Renouvelle son appel aux parties intéressées pour qu'elles prennent d'urgence des mesures en vue d'aider tous les réfugiés et toutes les personnes déplacées à regagner volontairement leurs foyers, dans la sécurité, et de régler tous les autres aspects du problème des réfugiés;
2. Invite instamment toutes les parties à s'abstenir d'actions unilatérales contraires aux résolutions applicables des Nations Unies, y compris la modification de la structure démographique de Chypre;
3. Charge le Secrétaire général de poursuivre et d'intensifier ses efforts en application de la résolution 3450 (XXX) de l'Assemblée générale, touchant les personnes disparues à Chypre, et invite les parties intéressées à collaborer avec le Secrétaire général dans l'accomplissement de sa tâche;
4. Charge le Secrétaire général de rendre compte à la Commission des droits de l'homme, à sa trente-troisième session, de l'application de la présente résolution;
5. Décide d'examiner la question des droits de l'homme à Chypre à sa trente-troisième session.

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/L.1329
12 mars 1976

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 16 de l'ordre du jour

TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS
OU DÉGRADANTS EN RELATION AVEC LA DÉTENTION
ET L'EMPRISONNEMENT

Allemagne (République fédérale d'), Autriche, Canada,
Costa Rica, États-Unis d'Amérique, France, Italie et
Turquie : projet de résolution

Question des droits de l'homme de toutes les personnes
soumises à une forme quelconque de détention ou
d'emprisonnement

A

La Commission des droits de l'homme,

Ayant présents à l'esprit l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui disposent l'un et l'autre que nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Se félicitant de l'adoption, à l'unanimité, à la trentième session de l'Assemblée générale, de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (résolution 3452 (XXX)),

Notant aussi la résolution 3453 (XXX) dans laquelle l'Assemblée générale, au paragraphe 2 a), a prié la Commission des droits de l'homme d'étudier, à sa trente-deuxième session, la question de la torture et des mesures nécessaires pour assurer le respect effectif de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant que, par sa résolution 7 (XXVII), la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a décidé d'étudier chaque année la situation des droits de l'homme des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement,

Notant la résolution 4 (XXVIII) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

1. Invite la Sous-Commission, lorsqu'elle examinera, en application de ses résolutions 7 (XXVII) et 4 (XXVIII), la question des droits de l'homme des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, à utiliser aussi, pour la guider dans sa tâche, la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par l'Assemblée générale à sa trentième session (résolution 3452 (XXX));

2. Recommande à la Sous-Commission d'examiner les renseignements pertinents fournis en application de ses résolutions 7 (XXVII) et 4 (XXVIII) en tenant compte aussi des principes énoncés dans la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

3. Invite la Sous-Commission à signaler à l'attention des gouvernements intéressés, pour observations, toute information attestée par des sources dignes de foi qui lui serait soumise et qui donnerait lieu à des inquiétudes touchant le respect effectif de la Déclaration;

4. Prie la Sous-Commission de lui soumettre chaque année un rapport sur l'application de la présente résolution;

5. Invite tous les gouvernements à collaborer pleinement à l'application de la présente résolution;

6. Décide d'examiner le rapport chaque année, en lui donnant priorité, sous le titre "Question des droits de l'homme de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement".

B

La Commission des droits de l'homme,

Notant la résolution 3453 (XXX) de l'Assemblée générale, par laquelle l'Assemblée, au paragraphe 2 b), a prié la Commission d'étudier l'élaboration d'un ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes détenues ou emprisonnées, sur la base de l'Etude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé et du projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ni détenu, joint en annexe à cette Etude,

Rappelant la résolution 4 (XXVIII) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, par laquelle la Sous-Commission a invité la Commission des droits de l'homme à examiner d'urgence l'Etude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé et le projet de principes joint en annexe à cette Etude,

Notant que, par sa résolution 23 (XXV), la Commission a prié le Secrétaire général de soumettre aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, pour observations, l'Etude du droit des personnes arrêtées de communiquer avec ceux qu'il leur est nécessaire de consulter pour assurer leur défense ou pour protéger leurs intérêts essentiels, ainsi que les modifications ou révisions suggérées pour certaines des dispositions du projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ni détenu,

1. Appelle l'attention des gouvernements, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social sur :

i) l'Etude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé;

ii) le projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé;

iii) l'Etude du droit des personnes arrêtées de communiquer avec ceux qu'il leur est nécessaire de consulter pour assurer leur défense ou pour protéger leurs intérêts essentiels;

iv) tous autres documents pertinents soumis à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social ou à la Commission des droits de l'homme à sa trente-deuxième session;

2. Invite les gouvernements, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social à soumettre, avant la vingt-neuvième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités leurs observations ou des observations supplémentaires sur un, sur plusieurs ou sur la totalité des documents susmentionnés.

3. Prie le Secrétaire général de soumettre à la vingt-neuvième session de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en tenant compte des observations reçues en application du paragraphe 2 ci-dessus, un rapport mis à jour sur :

a) le projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ni détenu;

b) l'Etude du droit des personnes arrêtées de communiquer avec ceux qu'il leur est nécessaire de consulter pour assurer leur défense ou pour protéger leurs intérêts essentiels;

4. Prie la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de rédiger à la vingt-neuvième session, sur la base de l'Etude, du projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, et des autres documents mentionnés ci-dessus, un ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, et de communiquer cet ensemble de principes à la Commission des droits de l'homme pour qu'elle l'examine à sa trente-troisième session;

5. Décide d'examiner en priorité, à sa trente-troisième session, la question des droits de l'homme des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/L.1330
27 février 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 7 de l'ordre du jour

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
Y COMPRIS LA QUESTION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL
A LONG TERME DE LA COMMISSION

Costa Rica, Egypte, Lesotho et Sierra Leone :
projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant ses résolutions 10 (XXX) et 10 (XXXI),

Consciente des responsabilités croissantes qui lui incombent eu égard au désir de la communauté internationale de promouvoir la coopération entre Etats et la coordination des activités entreprises sous l'égide des Nations Unies en vue d'encourager et de développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Se félicitant de l'entrée en vigueur des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Consciente du rôle que la Commission devrait jouer pour assurer la jouissance effective de tous les droits énoncés dans ces deux Pactes,

Reconnaissant qu'il est essentiel d'accorder une attention particulière à la question des droits de l'homme dans tous les programmes et activités du système des Nations Unies, et notamment dans les activités relatives au développement économique et social,

Reconnaissant en outre que la Commission a la responsabilité expresse de veiller à ce qu'il en soit ainsi, puisqu'il s'agit là du domaine d'action qui lui est spécifiquement imparti,

Notant que la périodicité actuelle, la durée et les dates des sessions de la Commission ne lui permettent pas de faire face à toutes ses tâches dans des conditions adéquates,

Persuadée, à la lumière de l'expérience, que le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, établi par la résolution 926 (X) de l'Assemblée

générale, constitue un moyen efficace d'assurer des échanges d'idées entre experts ainsi que la diffusion, l'application et le perfectionnement des normes consacrées dans les instruments internationaux adoptés sous les auspices des Nations Unies,

Reconnaissant que l'insuffisance des ressources financières allouées ces dernières années au titre de ce programme risquerait à long terme d'entraver son exécution dans les meilleures conditions d'efficacité,

Ayant pris note avec appréciation des rapports présentés par le Secrétaire général conformément aux résolutions 10 (XXX) et 10 (XXXI) de la Commission,

1. Recommande au Conseil économique et social d'autoriser le bureau de la trente-deuxième session de la Commission à tenir des réunions préparatoires au moins trois jours avant l'ouverture de la trente-troisième session;

2. Demande au Conseil économique et social et au Secrétaire général d'examiner la possibilité d'organiser chaque année un séminaire régional au siège de l'une des commissions économiques régionales;

3. Recommande au Conseil économique et social d'inviter l'Assemblée générale à allouer des ressources financières adéquates pour permettre la bonne exécution, à un niveau approprié, du programme des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, compte tenu de l'ampleur de ce programme, et notamment du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme;

4. Prie le Secrétaire général de donner une large publicité à l'existence du programme de services consultatifs et aux possibilités qu'il offre, eu égard en particulier aux services d'experts qui sont disponibles;

5. Décide d'examiner à sa trente-troisième session la possibilité de rassembler les points appropriés de son ordre du jour en deux groupes : i) questions relatives aux droits civils et politiques, et ii) questions relatives aux droits économiques, sociaux et culturels, chacun de ces groupes étant examiné à tour de rôle une session sur deux, étant entendu que les questions présentant un caractère d'urgence telles que celles qui se rapportent à des situations précises de violations flagrantes des droits de l'homme seraient examinées à chaque session;

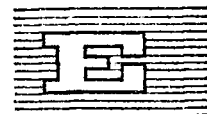
6. Charge son Président, ses Vice-Présidents et son Rapporteur, lors de la réunion préparatoire envisagée au paragraphe 1 ci-dessus, d'examiner en particulier, à titre préliminaire, la question mentionnée au paragraphe 5 ci-dessus en vue de formuler une proposition spécifique qui puisse être discutée à la session qui suivra immédiatement;

7. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance appropriée pour l'organisation de la réunion préparatoire;

8. Décide de poursuivre l'examen de son programme et de ses méthodes de travail, à titre prioritaire, à sa trente-troisième session.

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/L.1330/Rev.1
12 mars 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 7 de l'ordre du jour

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER D'AVANTAGE LE RESPECT
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS
LA QUESTION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL A LONG TERME DE LA
COMMISSION

Costa Rica, Egypte et Sierra Leone : projet de résolution révisé

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant ses résolutions 10 (XXX) et 10 (XXXI),

Consciente des responsabilités croissantes qui lui incombent eu égard au désir de la communauté internationale de promouvoir la coopération entre Etats et la coordination des activités entreprises sous l'égide des Nations Unies en vue d'encourager et de développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Se félicitant de l'entrée en vigueur des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Consciente du rôle que la Commission devrait jouer pour assurer la jouissance effective de tous les droits énoncés dans ces deux Pactes,

Reconnaissant qu'il est essentiel d'accorder une attention particulière à la question des droits de l'homme dans tous les programmes et activités du système des Nations Unies, et notamment dans les activités relatives au développement économique et social,

Reconnaissant en outre que la Commission a la responsabilité expresse de veiller à ce qu'il en soit ainsi, puisqu'il s'agit là du domaine d'action qui lui est spécifiquement imparti,

Notant que la périodicité actuelle, la durée et les dates des sessions de la Commission ne semblent pas lui permettre de faire face à toutes ses tâches dans des conditions adéquates,

Persuadée, à la lumière de l'expérience, que le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, établi par la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale, constitue un moyen efficace d'assurer des échanges d'idées entre experts ainsi que la diffusion, l'application et le perfectionnement des normes consacrées dans les instruments internationaux adoptés sous les auspices des Nations Unies,

Reconnaissant qu'il est nécessaire d'exécuter un programme efficace dans ce domaine et de disposer à cette fin de ressources suffisantes,

Ayant pris note avec appréciation des rapports présentés par le Secrétaire général conformément aux résolutions 10 (XXX) et 10 (XXXI) de la Commission,

1. Recommande au Conseil économique et social d'autoriser le bureau de la trente-deuxième session de la Commission à tenir des réunions préparatoires au moins trois jours avant l'ouverture de la trente-troisième session;
2. Demande au Conseil économique et social de faire en sorte que le Secrétaire général puisse continuer à organiser des séminaires régionaux sur les droits de l'homme;
3. Recommande au Conseil économique et social d'inviter le Comité du programme et de la coordination à analyser le programme dans le domaine des droits de l'homme, tel qu'il est exposé dans le plan à moyen terme pour 1976-1979 et dans le budget-programme pour 1976-1977, afin de déterminer dans quelle mesure la présentation de ce programme et les ressources allouées pour son exécution, ainsi qu'il ressort des deux documents précités, peuvent assurer efficacement la réalisation des buts et objectifs des Nations Unies dans ce domaine;
4. Prie le Secrétaire général de donner une large publicité aux activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme en agissant en particulier par l'intermédiaire des centres d'information;
5. Décide d'examiner à sa trente-troisième session la possibilité de rassembler les points appropriés de son ordre du jour en deux groupes : i) questions relatives aux droits civils et politiques, et ii) questions relatives aux droits économiques, sociaux et culturels, chacun de ces groupes étant examiné à tour de rôle une session sur deux, étant entendu que les questions présentant un caractère d'urgence telles que celles qui se rapportent à des situations précises de violations flagrantes des droits de l'homme seraient examinées à chaque session;
6. Charge son Président, ses Vice-Présidents et son Rapporteur, lors de la réunion préparatoire envisagée au paragraphe 1 ci-dessus, d'examiner en particulier, à titre préliminaire, la question mentionnée au paragraphe 5 ci-dessus en vue de formuler des propositions précises qui puissent être discutées à la session qui suivra immédiatement;
7. Prie le Secrétaire général de fournir toute l'assistance appropriée pour l'organisation de la réunion préparatoire;
8. Décide de poursuivre l'examen de son programme et de ses méthodes de travail, à titre prioritaire, à sa trente-troisième session.

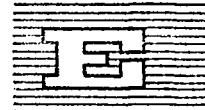
NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1331
12 mars 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 12 de l'ordre du jour

PROJET DE DECLARATION SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES
FORMES D'INTOLERANCE ET DE DISCRIMINATION FONDEES
SUR LA RELIGION OU LA CONVICTION

Autriche : projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant la résolution 3069 (XXVIII) de l'Assemblée générale, par laquelle le Conseil économique et social a été invité à prier la Commission de présenter, si possible, un projet unique de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse à l'Assemblée, lors de sa vingt-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social,

Rappelant en outre la résolution 3267 (XXIX) de l'Assemblée générale, par laquelle la Commission a été expressément priée de soumettre à l'Assemblée générale lors de sa trentième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un projet unique de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la croyance,

Considérant que le groupe de travail de la Commission chargé d'élaborer un projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, qui a été constitué aux trentième, trente et unième et trente-deuxième sessions de la Commission, n'a pu rédiger que le préambule du projet de déclaration, et qu'aucun des articles de fond n'a encore été examiné,

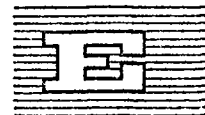
Considérant que si les travaux se poursuivent au même rythme on ne pourra pas compter disposer du projet de ladite déclaration au cours des quelques années à venir, de sorte que la Commission n'aura pas donné suite au vœu clairement exprimé par l'Assemblée générale dans les résolutions susmentionnées.

1. Décide de constituer un groupe de travail, ouvert à tous les Etats membres de la Commission, qui se réunira pendant une semaine entre les sessions et qui aura pour mandat d'élaborer un projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction et de soumettre ce projet à la Commission lors de sa trente-troisième session;
2. Charge le Secrétaire général de fournir l'assistance voulue au groupe de travail;
3. Décide d'examiner à sa trente-troisième session, en tant que question hautement prioritaire, le projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE
E/CN.4/L.1332
12 mars 1976
FRANCAIS
Original : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 7 de l'ordre du jour

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER DAVANTAGE
LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
Y COMPRIS LA QUESTION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL
A LONG TERME DE LA COMMISSION

Autriche : amendement au projet de résolution E/CN.4/L.1330

Ajouter au dispositif, entre les paragraphes 2 et 3, un nouveau paragraphe ainsi conçu :

"3. Recommande au Conseil économique et social d'examiner la possibilité d'organiser une conférence mondiale des droits de l'homme à une date aussi proche que possible de 1978, année du trentième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en vue d'examiner les nouvelles mesures à prendre pour encourager et développer le respect des droits de l'homme sur le plan mondial;"

Renuméroter en conséquence les paragraphes qui suivent.

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1333
12 mars 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 13 b) de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE
ET DE SEGREGATION ET LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS LES
PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET
DEPENDANTS, ET NOTAMMENT

B. ETUDE DES SITUATIONS QUI REVELENT DES VIOLATIONS FLAGRANTES ET
SYSTEMATIQUES DES DROITS DE L'HOMME, CONFORMEMENT A LA RESOLUTION
8 (XXIII) DE LA COMMISSION ET AUX RESOLUTIONS 1235 (XLII) ET
1503 (XLVIII) DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL : RAPPORT DU GROUPE
DE TRAVAIL CREE PAR LA COMMISSION A SA TRENTE ET UNIEME SESSION

Etats-Unis d'Amérique : projet de résolution

La Commission des droits de l'homme

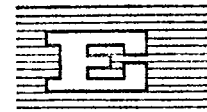
Recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution
suivant :

Le Conseil économique et social,

Reconnaissant qu'il est souhaitable que la Commission des droits de l'homme,
lorsqu'elle examinera une situation qui lui aura été renvoyée par la Sous-Commission de
la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en appli-
cation de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, dispose des renseignements les plus
récents touchant cette situation,

Prie le Secrétaire général de fournir à titre confidentiel avant chaque session,
aux membres de la Commission et aux membres de tout groupe de travail constitué par elle
pour examiner, en premier lieu, les situations particulières dont elle serait saisie,
copie de toute communication qu'il recevrait et qui contiendrait des renseignements
supplémentaires touchant la ou les situations dont la Commission serait ainsi saisie.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1333/Rev.1
12 mars 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 13 b) de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET
DES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION
RACIALE ET DE SEGREGATION ET LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS LES
PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET
DEPENDANTS, ET NOTAMMENT

B. ETUDE DES SITUATIONS QUI REVELENT DES VIOLATIONS
FLAGRANTES ET SYSTEMATIQUES DES DROITS DE L'HOMME, CONFORMEMENT
A LA RESOLUTION 8 (XXIII) DE LA COMMISSION ET AUX RESOLUTIONS
1235 (XLII) ET 1503 (XLVIII) DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL :
RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL CREE PAR LA COMMISSION A SA TRENTE
ET UNIEME SESSION

Etats-Unis d'Amérique : projet de résolution révisé

La Commission des droits de l'homme

Recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution
suivant :

Le Conseil économique et social,

Reconnaissant qu'il est souhaitable que la Commission des droits de l'homme,
lorsqu'elle examinera une situation qui lui aura été renvoyée par la Sous-Commission
de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en
application de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, dispose des renseignements les
plus récents touchant cette situation,

Charge le Secrétaire général de fournir à titre confidentiel, avant chaque session,
aux membres de la Commission et aux membres de tout groupe de travail constitué par elle
pour examiner, en premier lieu, les situations particulières dont elle serait saisie,
copies de toutes les communications qu'il recevrait et qui concerneraient la ou les
situations dont la Commission serait ainsi saisie, étant entendu que toute communication
de cette nature devra avoir été remise au gouvernement intéressé, aux fins de réponse,
six semaines au moins avant l'ouverture de la session de la Commission.

GE.76-3689

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/L.1334
12 mars 1976

Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 15 de l'ordre du jour

ETAT DES PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Résumé des renseignements, suggestions et observations sur la mise
en oeuvre du Pacte international relatif aux droits économiques,
sociaux et culturels, examinés au cours de la discussion
du point 6 de l'ordre du jour par la Commission

Introduction

Conformément à une demande formulée par des membres de la Commission à la 1340ème séance, le 5 février 1976, le Secrétariat a établi le résumé ci-après des questions soulevées au cours de la discussion sur le point 6 (Questions de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en développement) et qui peuvent avoir une incidence sur la mise en oeuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

A. Observations générales

Méthode suivie par la Commission des droits de l'homme

1. Le représentant de la Bulgarie a dit que l'entrée en vigueur du Pacte est un événement dont il convient de se réjouir; elle soulève néanmoins des problèmes du point de vue pratique, et la délégation bulgare estime que la Commission devrait longuement réfléchir sur les propositions faites avant de prendre une décision définitive en la matière 1/.
2. Abordant la question de l'entrée en vigueur du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le représentant de la RSS de Biélorussie a déclaré que la Commission doit songer maintenant à sa future contribution à l'exercice de ces droits. Sur le plan juridique, la Commission pourrait, pour orienter ses activités futures en la matière, s'inspirer de la résolution 3273 (XXIX) de l'Assemblée générale, intitulée "Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social". Cette résolution permet dès maintenant d'arrêter des mesures concrètes sans avoir à créer de nouveaux organes ou groupes de travail. Le Secrétariat pourrait demander aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, non pas seulement des renseignements sur l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels dans leur ensemble, mais leur avis sur les conditions sociales propices à l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels, en les priant de préciser le rôle que la Commission devrait jouer dans l'étude de cette question. Cette enquête est d'autant plus indispensable que seuls 32 Membres de l'Organisation des Nations Unies sont représentés à la Commission et qu'il est donc de leur devoir, avant d'adopter un programme de travail, de s'informer de l'opinion de tous les Etats. Les réponses des Etats Membres pourraient être résumées dans un document dont la Commission serait saisie à sa session suivante; ainsi la Commission pourrait agir avec réalisme et tenir compte des souhaits de tous les pays 2/.
3. Le représentant de la France a été d'avis qu'on n'a pas encore suffisamment souligné que les droits de l'homme constituent un élément essentiel des problèmes économiques, sociaux et culturels et que la Commission ferait bien de continuer à le signaler à l'attention des organismes internationaux compétents 3/. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne a déclaré que le désir de la Commission d'aider à l'application des droits économiques, sociaux et culturels lui faisait un devoir de souligner la nécessité d'une coopération internationale. Toutes les décisions politiques en la matière doivent s'inspirer du souci de contribuer à assurer à tous la pleine jouissance des droits de l'homme 4/.
4. Selon la représentante de l'Iran, une double responsabilité incombe dès maintenant à la Commission des droits de l'homme qui devrait exprimer clairement sa conviction que les droits économiques, sociaux et culturels sont des droits fondamentaux de l'homme de la réalisation desquels toute la communauté mondiale doit se

1/ E/CN.4/SR.1339, par. 35.

2/ E/CN.4/SR.1339, par. 45.

3/ E/CN.4/SR.1340, par. 4.

4/ E/CN.4/SR.1338, par. 9.

savoir solidaire et responsable. La communauté mondiale est condamnée à la solidarité si elle veut éviter la catastrophe qui se répercuterait avant tout sur les droits de l'homme. Il est donc indispensable d'instaurer une coopération juste et adaptée aux réalités entre tous les Etats. La Commission devrait également être l'instance qui transcende les aspects techniques du développement pour en rappeler continuellement la finalité suprême dans le respect des droits de l'homme 5/.

5/ E/CN.4/SR.1341, par. 6.

B. Le programme des rapports prévus par le Pacte international
relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Renseignements fournis par le Directeur de la Division des droits de l'homme

5. Le Directeur de la Division des droits de l'homme a indiqué qu'à sa session d'organisation, qui s'est tenue pendant la première quinzaine de janvier, le Conseil économique et social a inscrit à l'ordre du jour de sa soixantième session la question de la mise en oeuvre du Pacte. Il a chargé le Secrétaire général de procéder en son nom aux consultations, prévues à l'article 17, avec les Etats parties et les institutions spécialisées intéressées et de lui soumettre une note contenant des recommandations relatives aux procédures de mise en oeuvre du Pacte. Les représentants du Secrétaire général et ceux de l'OIT, de l'UNESCO, de l'OMS, de la FAO et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés se sont déjà réunis et ont été d'accord pour suggérer au Conseil que les Etats parties et les institutions spécialisées échelonnent la soumission de leurs rapports sur l'ensemble des dispositions de fond du Pacte sur un cycle de six années; la première année de soumission des rapports, les Etats parties et les institutions spécialisées feraient rapport sur les droits reconnus par les articles 6 et 7 (droit au travail), la deuxième année sur les droits reconnus par l'article 11 (droit à un niveau de vie suffisant), la troisième année sur les droits reconnus par les articles 13 et 14 (droit à l'éducation), la quatrième année sur les droits reconnus par l'article 12 (droit à la santé), la cinquième année sur les droits reconnus par les articles 9 et 10 (droit à la sécurité sociale) et enfin la sixième année sur les droits reconnus par les articles 8 et 15 (droits syndicaux et droit à la culture). Le Directeur de la Division des droits de l'homme a fait savoir, à ce propos, que le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, en collaboration avec les secrétariats des institutions spécialisées, serait disposé à établir des lignes directrices concernant le contenu des rapports à l'intention des Etats parties pour examen par le Conseil économique et social. Le Secrétaire général a demandé aux Etats parties leurs vues sur le programme échelonné proposé.

6. La délégation de la RSS de Biélorussie s'est proposé d'étudier le programme esquissé par le Directeur de la Division des droits de l'homme; elle souhaiterait que la Commission l'examine à la lumière de sa propre suggestion. Il se pourrait que ce programme pêche par son côté sélectif, dans la mesure où certaines dispositions du Pacte seulement seraient étudiées alors qu'il faudrait concevoir un programme unique intégré 6/.

7. Évoquant les propositions qui ont été faites à ce sujet, le représentant du Sénégal a rappelé la proposition qu'avait formulée M. Ganji au sujet de la périodicité des rapports sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels dans le monde. Il conviendrait peut-être que ces rapports soient publiés tous les quatre ans, l'année qui précède la réunion de la CNUCED. Il faudrait aussi que les institutions spécialisées apportent leur concours à l'établissement de ces rapports quadriennaux. Enfin, il y aurait lieu de participer à l'élaboration d'un programme en ce qui concerne les rapports requis par le Pacte, même si c'est là une obligation qui incombe en réalité au Conseil économique et social 7/.

6/ E/CN.4/SR.1339, par. 46.

7/ E/CN.4/SR.1339, par. 4.

C. Aspects relatifs à l'organisation

1. Propositions relatives à la création d'un groupe de travail chargé d'examiner les rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels

8. Le représentant de l'Autriche a déclaré que la Commission, pour faire face aux responsabilités qui découlent pour elle de l'article 19 du Pacte, doit tout d'abord prendre certaines mesures d'organisation. La situation actuelle est la suivante : conformément à la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social, un Comité spécial a été chargé d'étudier les rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels, alors que la Commission est tenue d'étudier des rapports analogues aux termes des articles 16, 17 et 18 du Pacte. Il faut donc procéder à une concentration des efforts afin d'éviter des doubles emplois. La Commission pourrait résoudre ces problèmes en désignant un groupe de travail, composé de cinq experts choisis parmi ses membres, qu'elle chargerait d'étudier les rapports envoyés par les Etats parties au Pacte aux termes des articles 16, 17 et 18, et par les Etats non encore parties au Pacte aux termes de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social. Dans l'accomplissement de sa tâche, ce groupe de travail s'inspirerait des observations, conclusions et recommandations révisées figurant dans l'étude du Rapporteur spécial. Il ne s'agit là que d'une suggestion et la Commission estimera peut-être qu'il conviendrait de consulter les Etats parties au Pacte avant de prendre une décision à ce sujet. Toutefois, au cas où la Commission se montrerait favorable à cette proposition, la délégation autrichienne serait prête à la présenter sous la forme d'un projet de résolution 8/.

9. La représentante de l'Egypte a estimé que la suggestion du représentant de l'Autriche offrait un grand intérêt 9/ et cette suggestion a été appuyée par la représentante de la République-Unie de Tanzanie 10/. Toutefois, le représentant de l'Equateur a éprouvé certaines craintes à l'idée qu'il pourrait être encore créé un nouveau groupe de travail, bien qu'il estime que la Commission doit trouver le moyen d'étudier régulièrement comment s'exercent les droits économiques, sociaux et culturels 11/. Le représentant de l'URSS a dit qu'il serait utile de consulter d'abord les Etats eux-mêmes 12/.

2. Proposition tendant à ce que la Commission tienne deux sessions chaque année

10. Le représentant de la Yougoslavie a estimé qu'au lieu de créer un groupe de travail ou de prolonger la session de la Commission, il serait préférable de prévoir que la question serait examinée à deux sessions au cours de l'année. L'une de ces sessions serait principalement consacrée à la question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels 13/.

8/ E/CN.4/SR.1338, par. 10 et 11.

9/ E/CN.4/SR.1338, par. 16.

10/ E/CN.4/SR.1339, par. 32.

11/ E/CN.4/SR.1339, par. 18.

12/ E/CN.4/SR.1339, par. 25.

13/ E/CN.4/SR.1340, par. 8.

3. Proposition tendant à créer un groupe de travail ou un comité chargé de prêter son concours en ce qui concerne la mise en oeuvre du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

11. Le représentant de l'Autriche a estimé que, si la Commission ne constituait pas un groupe de travail pour l'étude des rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels, comme il l'a proposé 14/, elle pourrait en créer un pour aider le Conseil économique et social à examiner l'application des articles 16, 17, 18 et 19 du Pacte 15/. Le représentant de la France a suggéré que la Commission constitue un comité d'experts indépendants ou demande au Secrétariat d'étudier, avec le concours d'experts, les moyens d'aider le Conseil à établir un programme de contrôle sélectif de la mise en oeuvre du Pacte 16/.

14/ Voir par. 8 ci-dessus.

15/ E/CN.4/SR.1340, par. 7.

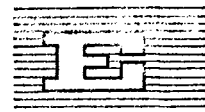
16/ Ibid., par. 5.

D. Coordination

12. La représentante de l'Egypte a été d'avis que, pour éviter les doubles emplois, la Commission devrait établir une coordination étroite avec tous les organismes compétents des Nations Unies, notamment la FAO, l'OIT, l'UNESCO, la Division du développement social, la Commission de la condition de la femme, le Comité des ressources naturelles, le Comité de la planification du développement et les organes politiques des Nations Unies 17/.

17/ E/CN.4/SR.1338, par. 15.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1335
12 mars 1976

FRANCAIS
Original : RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 15 de l'ordre du jour

ETAT DES PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS
DE L'HOMME

République socialiste soviétique de Biélorussie : projet
de résolution

La Commission des droits de l'homme,

Considérant que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est entré en vigueur et que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques sera mis prochainement en application,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 2200 (XXI) en date du 16 décembre 1966, 3142 (XXVIII) en date du 14 décembre 1973 et 3270 (XXIX) en date du 10 décembre 1974, où il est notamment recommandé aux Etats Membres d'accélérer au maximum les procédures qui doivent aboutir à la ratification des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Désireuse également d'apporter sa contribution à la coopération internationale pour l'application des principes formulés dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

1. Constate avec une profonde satisfaction que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est entré en vigueur en janvier 1976 et que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques est déjà ratifié par le nombre voulu d'Etats et va entrer en vigueur en mars 1976;

2. Invite tous les Etats Membres à devenir parties aux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme;

3. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session la question de "l'état des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme".

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE
E/CN.4/L.1335/Rev.1
12 mars 1976
FRANCAIS
Original : RUSSE

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 15 de l'ordre du jour

ETAT DES PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS
AUX DROITS DE L'HOMME

République socialiste soviétique de Biélorussie :
projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

Considérant que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est entré en vigueur et que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques sera mis prochainement en application,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 2200 (XXI) en date du 16 décembre 1966, 3142 (XXVIII) en date du 14 décembre 1973 et 3270 (XXIX) en date du 10 décembre 1974, où il est notamment recommandé aux Etats Membres d'accélérer au maximum les procédures qui doivent aboutir à la ratification des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Désireuse également d'apporter sa contribution à la coopération internationale pour l'application des principes formulés dans les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

1. Constate avec une profonde satisfaction que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est entré en vigueur en janvier 1976 et que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques est déjà ratifié par le nombre voulu d'Etats et va entrer en vigueur en mars 1976;

2. Invite tous les Etats Membres à étudier la question de la ratification des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme dans le proche avenir;

3. Demande au Secrétaire général d'informer la Commission des droits de l'homme à chacune de ses sessions de tout fait nouveau intervenu en ce qui concerne la ratification et l'application des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE
E/CN.4/L.1336
1er mars 1976
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 13 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET
DES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION
RACIALE ET DE SEGREGATION ET LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS LES PAYS,
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Etats-Unis d'Amérique : projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

S'inquiétant de constater qu'elle ne dispose pas des ressources voulues pour traiter de tous les problèmes de violation des droits de l'homme qui requièrent son attention,

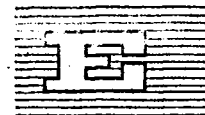
Préoccupée par le fait que les conditions de détention des prisonniers politiques sont souvent plus rigoureuses que celles auxquelles sont soumis les autres prisonniers et détenus,

Reconnaissant la situation alarmante des personnes détenues parce qu'elles sont en désaccord avec les pouvoirs publics sur les pratiques auxquelles ceux-ci recourent,

Persuadée que de nombreux gouvernements sont maintenant à même de faire preuve de plus de clémence en de pareilles situations, et que certains d'ailleurs le font,

Fait appel, par souci d'humanité, à tous les gouvernements pour qu'ils examinent sérieusement et de façon suivie la possibilité d'accorder l'amnistie aux prisonniers politiques.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE
E/CN.4/L.1337
12 mars 1976
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 23 de l'ordre du jour

PROJET D'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE POUR LA TRENTE-TROISIEME SESSION

Note du Secrétaire général

Conformément au paragraphe 3 de la résolution 1894 (LVII) du Conseil économique et social, du 1er août 1974, le projet d'ordre du jour provisoire ci-après a été établi pour la trente-troisième session de la Commission en 1977. Comme il est demandé dans la résolution, on a indiqué, pour chaque point, les documents qui seront présentés et la décision de l'organe délibérant qui a autorisé leur établissement. L'ordre du jour provisoire et la documentation pourront être modifiés par les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social.

1. Election du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Organisation des travaux de la session

Les résolutions et les décisions pertinentes de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission seront portées à l'attention de la Commission.

4. Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen-Orient

Par sa résolution 2 (XXXII), la Commission a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session, en lui attribuant un rang de priorité élevé.

Conformément au paragraphe 13 de la résolution 2 (XXXII), le Secrétaire général rendra compte à la Commission des mesures prises pour porter cette résolution à l'attention des gouvernements, des organes compétents des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales régionales, et pour lui donner la plus large publicité.

5. Etude des violations des droits de l'homme signalées au Chili, en particulier des cas de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Par sa résolution 3 (XXXII), la Commission a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session, en lui attribuant un rang de priorité élevé.

Rapport du Groupe de travail*.

Textes de base : résolution 3448 (XXX) de l'Assemblée générale et résolution 3 (XXXII) de la Commission, sous réserve de l'approbation du Conseil économique et social.

6. Situation des droits de l'homme en Afrique australe

a) Rapport du Groupe spécial d'experts

Rapport du Groupe spécial d'experts établi en vertu de la résolution 2 (XXIII) de la Commission*.

Texte de base : résolution 5 (XXXI) de la Commission.

b) Conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe

Rapport final du Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités*, M. A.M. Khalifa, et recommandations de la Sous-Commission.

Textes de base : résolutions 3 (XXX) et 6 (XXXII) de la Commission.

7. Question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et étude des problèmes particuliers relatifs aux droits de l'homme dans les pays en développement

Par sa résolution 2 (XXXI), la Commission a décidé de maintenir ce point en permanence à son ordre du jour et de lui accorder un rang de priorité élevé.

8. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique**

* L'astérisque indique que le document dépassera probablement les 32 pages prévues par la résolution 1894 (LVII) du Conseil économique et social.

** Les documents dont la Commission était saisie à sa trente-deuxième session seront complétés suivant les décisions qui pourraient être prises par la Commission après la publication du présent document.

9. Nécessité d'encourager et de développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la question d'un programme de travail à long terme de la Commission

A la 1366ème séance, la Commission a décidé de renvoyer à sa trente-troisième session l'examen du projet de résolution E/CN.4/L.1324. Par sa résolution 7 (XXXII), la Commission a décidé d'examiner à sa trente-troisième session, en tant que question hautement prioritaire, son programme et ses méthodes de travail.

10. Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples assujettis à une domination coloniale et étrangère

Cette question figure chaque année, à titre prioritaire, à l'ordre du jour de la Commission, conformément à la résolution 3 (XXXI) de la Commission.

11. Rôle de la jeunesse dans la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris :

- a) Les courants de communication avec la jeunesse et les organisations internationales de jeunes
- b) La question de l'objection de conscience au service militaire

Rapport du Secrétaire général résumant les renseignements communiqués conformément au paragraphe 2 de la résolution 1 (XXXII) de la Commission, et rapports du Groupe consultatif spécial pour la jeunesse sur ses deuxième et troisième réunions.

Texte de base : résolution 1 (XXXII) de la Commission.

12. Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et les territoires coloniaux et dépendants;

Etude des situations qui révèlent des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme, conformément à la résolution 8 (XXIII) de la Commission et aux résolutions 1235 (XLII) et 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social : rapport du Groupe de travail créé par la Commission à sa trente-deuxième session

Supplément annuel au document E/4226 (E/CN.4/923/Add.10) récapitulant des décisions prises en 1976 par les organes des Nations Unies au sujet de la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants.

Texte de base : résolution 1102 (XI) du 4 mars 1966 du Conseil économique et social.

Renseignements qui pourraient être communiqués par l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Texte de base : Résolution 2785 (XXVI) du 6 décembre 1971 de l'Assemblée générale.

Rapport du Secrétaire général, demandé par la Commission au paragraphe 4 de sa résolution 4 (XXXII) du 27 février 1976.

Documents confidentiels, y compris ceux de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et de son Groupe de travail et le rapport du Groupe de travail créé par la Commission à sa trente-deuxième session.

Textes de base : résolutions 1235 (XLII) et 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social.

13. Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction (résolutions 3069 (XXVIII) et 3267 (XXIX) de l'Assemblée générale)
14. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en relation avec la détention et l'emprisonnement** :
 - a) Mesures nécessaires pour assurer le respect effectif de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (résolution 3453 (XXX) de l'Assemblée générale)
 - b) Rapports du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (résolution 1581 (L) du Conseil économique et social et décision 12 (XXXI) de la Commission)
 - c) Etude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, étude du droit des personnes arrêtées de communiquer avec ceux qu'il leur est nécessaire de consulter pour assurer leur défense ou protéger leurs intérêts essentiels, et projet de principes sur le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté ou détenu (résolution 23 (XXV) et décision 12 (XXXI) de la Commission)
 - d) Formulation d'un ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, sur la base de l'étude du droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé et du projet de principes joint à cette étude (résolution 3453 (XXX) de l'Assemblée générale)

** Les documents dont la Commission était saisie à sa trente-deuxième session seront complétés suivant les décisions qui pourraient être prises par la Commission après la publication du présent document.

15. Rapports périodiques sur la liberté de l'information

Rapport sur la liberté de l'information pour la période du 1er juillet 1970 au 30 juin 1975*.

Résumé analytique des rapports sur la liberté de l'information.

Index, par sujet et par pays, des rapports susmentionnés sur la liberté de l'information.

Mémoire, mis à jour, sur l'état des accords internationaux multilatéraux dans le domaine des droits de l'homme conclus sous les auspices des Nations Unies.

Rapport du Comité spécial des rapports périodiques sur les travaux de sa session de 1977.

Textes de base : résolutions 1074 C (XXXIX) et 1596 (L) du Conseil économique et social et résolution 16 B (XXIII) de la Commission.

16. a) Etude, menée en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens propres à assurer l'application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies qui ont une incidence sur l'apartheid, le racisme et la discrimination raciale**
- b) Mise en oeuvre du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (Résolution 3377 (XXX) de l'Assemblée générale)**
17. Etat des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme**
18. Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur ses vingt-huitième et vingt-neuvième sessions
- Rapport de la Sous-Commission sur les travaux de ses vingt-huitième et vingt-neuvième sessions.
19. Question de la protection juridique internationale des droits de l'homme dans le cas de particuliers qui ne sont pas des ressortissants du pays dans lequel ils vivent**
20. Etude des mesures discriminatoires contre les personnes nées hors mariage et projet de principes généraux relatifs à l'égalité et à la non-discrimination à l'égard de ces personnes**
21. Question des mesures à prendre contre les idéologies et pratiques fondées sur la terreur ou l'incitation à la discrimination raciale ou toute autre forme de haine d'un groupe**

* L'astérisque indique que le document dépassera probablement les 32 pages prévues par la résolution 1894 (LVII) du Conseil économique et social.

** Les documents dont la Commission était saisie à sa trente-deuxième session seront complétés suivant les décisions qui pourraient être prises par la Commission après la publication du présent document.

22. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme

Rapport du Secrétaire général sur le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.

Textes de base : résolution 926 (X) de l'Assemblée générale et résolutions 684 (XXVI) et 1008 (XXVIII) du Conseil économique et social.

23. Communications concernant les droits de l'homme

Listes de communications confidentielles et non confidentielles et documents contenant les réponses des gouvernements aux communications qui leur ont été transmises, et document confidentiel de caractère statistique.

Textes de base : résolution 728 F (XXVIII) du Conseil économique et social et résolutions 14 (XV) et 15 (XV) de la Commission.

24. Projet d'ordre du jour provisoire pour la trente-quatrième session de la Commission

Note du Secrétaire général contenant un projet d'ordre du jour provisoire pour la trente-quatrième session de la Commission et des renseignements sur la documentation s'y rapportant.

Texte de base : résolution 1894 (LVII) du Conseil économique et social.

25. Rapport de la Commission au Conseil économique et social sur les travaux de sa trente-troisième session

Texte de base : article 38 du règlement intérieur des commissions techniques.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/L.1338
12 mars 1976

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 12 de l'ordre du jour

PROJET DE DECLARATION SUR L'ELIMINATION DE TOUTES
LES FORMES D'INTOLERANCE ET DE DISCRIMINATION
FONDEES SUR LA RELIGION OU LA CROYANCE

Rapport du Groupe de travail officieux à la Commission

Président-Rapporteur : M. Pierre Juvigny (France)

1. A sa 1338ème séance, la Commission a décidé de créer un Groupe de travail officieux, ouvert à tous ses membres, et l'a chargé de poursuivre l'examen d'un projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction.
2. Le Groupe de travail officieux a tenu sept séances, les 10, 13, 17, 20, 24 et 27 février et le 2 mars 1976. A sa séance du 10 février 1976, le Groupe de travail officieux a élu à l'unanimité M. Pierre Juvigny (France) comme Président-Rapporteur.
3. On se souviendra que le Groupe de travail officieux créé par la Commission des droits de l'homme à ses trentième et trente et unième sessions avait adopté en première lecture le titre d'un projet de déclaration et sept paragraphes du préambule de ce projet.

Examen du cinquième paragraphe du préambule

4. Il est rappelé que deux textes avaient été présentés à la trente et unième session de la Commission des droits de l'homme, respectivement par le représentant de la RSS de Biélorussie et par le représentant des Pays-Bas 1/. Le texte présenté par la RSS de Biélorussie, tel qu'il avait été modifié, se lisait comme suit :

1/ E/CN.4/L.1311, par. 6 et 15.

"Considérant qu'il est essentiel de contribuer à la compréhension, à la tolérance et au respect en ce qui concerne la liberté de religion et de conviction, et de faire en sorte que leur utilisation abusive à des fins politiques ou à d'autres fins incompatibles avec les buts et les principes de la présente déclaration ne soit pas admissible".

Le texte présenté par les Pays-Bas se lisait comme suit :

"Considérant qu'il est essentiel que les gouvernements, les organisations et les personnes privées s'emploient à favoriser par l'éducation, ainsi que par d'autres moyens, la compréhension, la tolérance et le respect en ce qui concerne la liberté de religion ou de conviction et qu'ils ne se livrent à aucune activité ou n'accomplissent aucun acte tendant à annihiler l'un quelconque des buts et principes formulés dans la présente Déclaration".

5. Après un échange de vues, en particulier sur l'expression "utilisation abusive", le représentant de la RSS de Biélorussie a présenté un texte révisé où il était tenu compte de plusieurs propositions et suggestions. Ce texte, qui a été adopté par le Groupe, se lit comme suit :

"Considérant qu'il est essentiel de contribuer à la compréhension, à la tolérance et au respect en ce qui concerne la liberté de religion ou de conviction, et de faire en sorte que l'utilisation de la religion ou de la conviction à des fins incompatibles avec la Charte des Nations Unies, les autres instruments pertinents des Nations Unies et les buts et principes de la présente Déclaration ne soit pas admissible".

6. Le représentant de la Bulgarie n'a pas insisté pour l'adoption d'une proposition tendant à indiquer au cinquième paragraphe du préambule que la religion ou la conviction ne devait pas être utilisée à des fins incompatibles avec la "législation nationale". Cependant, il s'est réservé le droit de demander que l'attention voulue soit accordée à la "législation nationale" dans le dispositif de la déclaration.

Examen du neuvième paragraphe du préambule

7. A la trente et unième session de la Commission des droits de l'homme, deux textes avaient été présentés, respectivement par le représentant de la RSS de Biélorussie et le représentant des Pays-Bas 2/. Le texte présenté par la RSS de Biélorussie se lisait comme suit :

"Convaincus que le droit à la liberté de religion ou de conviction ne doit pas être utilisé abusivement en vue de faire obstacle à des mesures quelles qu'elles soient visant à éliminer le colonialisme et le racisme".

Le texte présenté par les Pays-Bas se lisait comme suit :

"Convaincus que le droit à la liberté de religion ou de conviction ne doit pas être utilisé abusivement en vue de poursuivre ou de perpétuer des idéologies et des pratiques colonialistes et racistes, quelles qu'elles soient".

8. Le représentant de l'Union soviétique a proposé d'ajouter le membre de phrase suivant à la fin du texte présenté par la RSS de Biélorussie : "ou de mettre en danger la paix internationale, l'amitié et la coopération entre les Etats et les peuples".

9. Le représentant de la RSS de Biélorussie a présenté le texte révisé ci-après :

"Convaincus que le droit à la liberté de religion ou de conviction ne doit pas être utilisé abusivement en vue de s'opposer ou de faire obstacle à des mesures quelles qu'elles soient visant à éliminer le colonialisme et le racisme, ou ne doit pas être utilisé en vue de poursuivre ou de perpétuer des idéologies et des pratiques colonialistes et racistes, ou pour contrecarrer, desservir ou saper les intérêts du renforcement de la paix universelle et de la sécurité, de l'amitié et de la coopération entre les peuples et les Etats".

10. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait la proposition suivante :

"Convaincus que le souci prédominant des adeptes des religions et des organisations religieuses est de soutenir les efforts visant à atteindre les buts de la paix mondiale, de la justice sociale et de l'élimination de toutes les formes et pratiques de l'intolérance raciale ou ethnique, et que la liberté de religion ou de conviction ne doit pas être utilisée abusivement en vue d'appliquer des idéologies ou des pratiques, quelles qu'elles soient, contraires à ces buts".

11. Le représentant de la République fédérale d'Allemagne a proposé de remplacer les mots "souci prédominant" par le mot "effort" au début du texte présenté par les Etats-Unis.

12. Le représentant de l'Autriche a proposé de remplacer la première partie de la proposition des Etats-Unis, jusqu'au mot "efforts", par un texte qui se lirait comme suit :

"Convaincus que les organisations religieuses contribuent aux efforts..." et d'insérer le mot "idéologiques" après le mot "pratiques" à la fin de l'avant-dernier membre de phrase de la proposition des Etats-Unis.

13. Le représentant du Canada a proposé que la première partie du texte présenté par les Etats-Unis, à partir des mots "le souci prédominant" jusqu'aux mots "organisations religieuses est", soit remplacée par les mots : "il est essentiel". La proposition, ainsi modifiée, se lirait donc comme suit : "Convaincus qu'il est essentiel de soutenir les efforts visant à atteindre les buts..."

14. Le représentant de la RSS de Biélorussie a proposé d'ajouter les mots suivants à la fin de la proposition des Etats-Unis modifiée par le représentant du Canada : "en particulier, l'idéologie et les pratiques du colonialisme et du racisme".

15. On a fait observer que les religions et convictions institutionnalisées avaient joué un rôle dans la lutte contre le colonialisme et le racisme. Cependant, on a dit également qu'elles avaient été aussi utilisées comme instruments du colonialisme et du racisme. L'opinion a été exprimée que l'exercice de la religion ne devait en aucun cas justifier l'idéologie et les pratiques du colonialisme et du racisme.

16. Divers représentants ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre les efforts faits pour inclure dans le préambule le paragraphe à l'examen, pour cette raison notamment que la substance de ce paragraphe se trouvait déjà exprimée dans le cinquième paragraphe du préambule. On a suggéré, comme solution de rechange, que le Groupe de travail envisage la possibilité de faire figurer dans le dispositif de la déclaration les concepts énoncés dans les propositions initiales concernant un neuvième paragraphe du préambule. Cependant, d'autres représentants ont affirmé qu'il était essentiel d'exprimer cette idée dans un paragraphe distinct du préambule.

17. Le représentant du Royaume-Uni a fait la proposition suivante :

"Convaincus de l'importante contribution qui a été et qui est apportée, pour des motifs liés aux religions ou aux convictions à la lutte contre le colonialisme et la discrimination raciale, et persuadés que le droit à la liberté de religion ou de conviction ne doit pas être utilisé de manière abusive pour faire obstacle à des mesures visant à éliminer le colonialisme et la discrimination raciale".

18. Le représentant de la RSS de Biélorussie a présenté la proposition révisée dont le texte est le suivant :

"Convaincus qu'il est essentiel d'appuyer les efforts faits pour atteindre les buts de la paix mondiale, de la justice sociale, de l'amitié entre les peuples et les Etats, et que la liberté de religion ou de conviction ne doit pas être utilisée de manière abusive en vue d'appliquer des idéologies ou des pratiques, quelles qu'elles soient, contraires à ces objectifs, et en particulier l'idéologie et les pratiques du colonialisme et du racisme".

19. Faute de temps, le Groupe de travail officieux n'a pas pu adopter de texte pour le neuvième paragraphe du préambule.

Texte du titre et des paragraphes du préambule adoptés

20. Le titre et les paragraphes du préambule du projet de déclaration adoptés par le Groupe de travail officieux aux trentième, trente et unième et trente-deuxième sessions de la Commission se lisent comme suit :

"Projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou sur la conviction

"1) Considérant qu'un des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies est celui de la dignité et de l'égalité inhérentes à tous les êtres humains et que tous les Etats Membres se sont engagés à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation, en vue de développer et d'encourager le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

"2) Considérant que la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme proclament les principes de non-discrimination et d'égalité devant la loi et le droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction, y compris le droit de choisir et de manifester sa religion ou de conviction et d'en changer.

"3) Considérant que le mépris et la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier du droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction sont directement ou indirectement à l'origine de guerres et de grandes souffrances infligées à l'humanité, spécialement dans les cas où ils servent de moyen d'ingérence étrangère dans les affaires intérieures d'autres Etats et équivalent à attiser la haine entre les peuples et les nations,

"4) Considérant que la religion ou la conviction constitue pour celui qui la professe, des éléments fondamentaux de sa conception de la vie et que la liberté de religion ou de conviction doit être intégralement respectée et garantie,

"5) Considérant qu'il est essentiel de contribuer à la compréhension, à la tolérance et au respect en ce qui concerne la liberté de religion ou de conviction, et de faire en sorte que l'utilisation de la religion ou de la conviction à des fins incompatibles avec la Charte des Nations Unies, les autres instruments pertinents des Nations Unies et les buts et les principes de la présente Déclaration ne soit pas admissible,

"6) Prenant acte avec satisfaction de l'adoption de plusieurs conventions, et de l'entrée en vigueur de certaines d'entre elles, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, en vue de l'élimination de diverses formes de discrimination,

"7) Préoccupés par les manifestations d'intolérance et par l'existence de discrimination en matière de religion ou de conviction que l'on constate encore dans certaines parties du monde,

"8) Résolus à adopter toutes les mesures nécessaires pour l'élimination rapide de toutes les formes et manifestations de cette intolérance et à prévenir et combattre toute discrimination fondée sur la religion ou la conviction".

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE
E/CN.4/L.1339
3 mars 1976
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 14 de l'ordre du jour

ETUDE, MENEES EN COLLABORATION AVEC LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE
CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES
MINORITES, DES MOYENS DE FAIRE APPLIQUER LES RESOLUTIONS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES RELATIVES A L'APARTHEID, AU
RACISME ET A LA DISCRIMINATION RACIALE

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME POUR LA DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE
LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE

Cuba, Egypte, Inde, Jordanie, Pakistan, République-Unie de
Tanzanie, Sénégal et Yougoslavie : projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution I (XXIX), par laquelle elle a présenté le projet de
programme pour une décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination
raciale au Conseil économique et social pour transmission à l'Assemblée générale,

Réaffirmant sa ferme conviction que le racisme et la discrimination raciale
sont la négation totale des buts et principes de la Charte des Nations Unies et
qu'ils vont à l'encontre du progrès humain, de la paix et de la justice,

Convaincue qu'il est nécessaire d'urgence de mener une action nationale
énergique et suivie et de prendre des mesures internationales collectives contre
le racisme et la discrimination raciale qui atteignent des millions de personnes
de par le monde, afin de leur garantir la dignité et l'égalité inhérentes à tous
les êtres humains,

Ayant présente à l'esprit la résolution 3377 (XXX), du 10 novembre 1975, de
l'Assemblée générale, par laquelle l'Assemblée demande à la Commission des droits
de l'homme d'étudier, en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre
la discrimination raciale et de la protection des minorités, les moyens de faire
appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid,
au racisme et à la discrimination raciale en vue de faciliter l'examen de cette question
par l'Assemblée générale conformément à l'alinéa i) du paragraphe 18 du Programme
pour la Décennie,

Prenant en considération tous les débats et toutes les résolutions de l'Assemblée
générale et du Conseil économique et social sur la question de la Décennie de la lutte
contre le racisme et la discrimination raciale depuis l'adoption par l'Assemblée
générale de la résolution 3057 (XXVIII) désignant cette décennie,

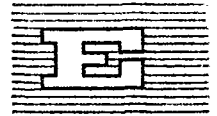
Accueillant avec satisfaction la décision de la Sous-Commission d'inscrire à l'ordre du jour de sa vingt-neuvième session une question intitulée "Examen de la contribution de la Sous-Commission à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale",

1. Prie la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, à sa prochaine session, de rechercher et de suggérer des moyens efficaces et des mesures concrètes propres à assurer l'application, pleine et universelle, des décisions et des résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives au racisme, à la discrimination raciale, à l'apartheid, à la décolonisation, à l'autodétermination et aux questions connexes et de présenter ses suggestions et ses propositions à la Commission, à sa trente-troisième session;

2. Appelle l'attention de la Sous-Commission sur les délibérations et les décisions de l'Assemblée générale, à sa trentième session, et de la Commission, à sa trente-deuxième session, concernant cette question;

3. Recommande au Conseil économique et social de tenir compte de la participation de la Commission lors des arrangements préparatoires à la tenue de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/L.1340
3 mars 1976

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-deuxième session
Point 11 de l'ordre du jour

DROITS DE L'HOMME ET PROGRES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

France : Projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant les résolutions 2450 (XXIII), 3026 (XXVII), 3150 (XXVIII), 3268 (XXIX) et 3304 (XXX) de l'Assemblée générale et les résolutions 10 (XXVII) et 2 (XXX) de la Commission,

Prenant note de la résolution 3268 (XXIX) de l'Assemblée générale qui attire l'attention sur l'intérêt de réunir des informations pertinentes et des avis de personnes qualifiées en ce qui concerne la science et la technologie et leurs rapports avec les droits de l'homme et, notamment, en vue de l'élaboration éventuelle de codes de déontologie,

Regrettant que les circonstances dans lesquelles s'est déroulée la trente-deuxième session de la Commission ne lui aient pas permis de procéder à un examen approfondi du présent point de l'ordre du jour,

1. Prie le Secrétaire général de continuer à réunir une documentation sur l'évolution des techniques nouvelles dans leurs relations avec les droits de l'homme, en recourant, le cas échéant, à l'assistance d'experts qualifiés;

2. Demande au Secrétaire général de continuer et, si nécessaire, de renforcer la coopération et la coordination adéquate entre les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées en ce qui concerne les conséquences de la science et de la technologie sur les droits de l'homme, et ce, en particulier dans la perspective de la Conférence envisagée sur la science et la technologie et le développement;

3. Décide de donner priorité à ce point de l'ordre du jour à sa trente-troisième session.